

2€
espace de libertés



espace de

Libertés

MAGAZINE DU CENTRE D'ACTION LAÏQUE | MAI 2011 | N°397

Russie
Parfums de *glasnost*

**L'argent,
en avoir ou pas**





9



24



25



31



33



32

DOSSIER

L'argent, en avoir ou pas

- 5** La pauvreté, une voisine qui fait peur — Alexandra Moleskine
- 7** Moins taxer le travail et davantage le capital ?
L'entretien de Stéphane Renard avec François Parisis
- 9** Des prescripteurs d'achat à responsabiliser !
Pierre Schonbrodt
- 10** Pauvres, pauvres Européens — Pascal Martin
- 12** L'argent a-t-il un sens ? — Bernard Horenbeek
- 14** Microfinance: un secteur à réguler — Éric Driesen

ÉDITORIAL

- 3** Populisme, fric et goupillon — Pierre Galand

ENTRETIENS

- 15** Citoyens gentlemen — L'entretien de Jean Sloover avec Pierre Ansary
- 18** «Le darwinisme pur n'explique pas l'évolution de la nature» — L'entretien de Frédéric Soumois avec Jean-Marie Pelt
- LAÏCITÉ**
- 20** Stratégies vaticanes — Alexis Doutain
- 21** Italie - L'impartialité des écoles publiques crucifiée
Pierre-Arnaud Perroudy

MONDE

- 22** Parfums des années glasnost — Jean-Marie Chauvier
- 24** Immigration: l'illusion européenne — Pascal Martin

25 BRÈVES

RÉFLEXIONS

- 27** Kundera, la sagesse de l'incertitude — Michel Grodret
- 28** L'instrumentalisation de l'éthique publique en faveur du rendement — Alexandre Piraux
- 30** Complicités en philosophie — Jean Cornil
- 31** Réhabiliter la notion de désobéissance — Julien Dohet

CULTURE

- 32** Odilon Redon, ou l'art d'être un fantôme — Olivier Swingedau
- 33** Joan Miró - L'homme qui assassina la peinture — Ben Durant
- 34** AGENDA

Populisme, fric et goupillon

PIERRE GALAND

La situation que nous connaissons actuellement sur le front de la loi de déphalisation partielle de l'avortement doit nous interpellier. Elle est symptomatique d'une véritable tentative de putsch sur un certain nombre d'acquis démocratiques par des groupements d'intérêt philosophique qui avancent cachés derrière des paravents médiatiques plus séduisants. Il n'est pas rare que les médias s'y laissent prendre, concourant, volontairement ou non, à servir leurs intérêts. En leur offrant des tribunes démesurées par rapport à ce qu'ils représentent réellement, ils créent des icônes qui obtiennent ainsi droit de cité au même titre que d'authentiques démocrates ayant consacré leur vie, parfois même mise en péril, pour des combats en faveur du bien commun.

Il ne faut guère plus d'une heure de recherche sur Internet pour mettre à jour la réalité des «nouveaux croisés de l'anti-avortement» (*Le Soir*, 26 mars 2011). Présents comme des «contestataires de l'ordre établi» et «adversaires d'une extrême droite catholique», ils sont, en réalité, des militants actifs de cette même droite catho. Voyez vous-mêmes, la lecture est édifiante.

Par ailleurs, les «arguments» qu'ils utilisent procèdent d'un mensonge éhonté qui les discredite complètement. Prétendre qu'il n'existe pas d'accompagnement psychologique des femmes ayant recours à l'avortement est une invention pure, dès lors que cet aspect constitue une grande part du travail qu'accomplissent les plannings familiaux. Affirmer qu'ils «poussent» les femmes à avorter procède également d'un mensonge fort peu pieux : en réalité, il existe des procédures très strictes auxquelles sont soumises les femmes en demande d'avortement (et le cas échéant, leur conjoint), visant à s'assurer de leur détermination à y recourir. Revendiquer le statut d'être vivant pour un embryon est, comme le rappelait récemment le Pr Yvon Englert, «faux à la fois sur le plan du droit, du bon sens et de la science». Et de préciser que «jusqu'en 1969, l'Église voyait l'âme arriver dans les fœtus du garçon au 40^e jour et de la fille le 90^e jour». Que de contradictions ! Quant à l'égalité hommes-femmes, elle en prend un rude coup... Car les femmes, finalement, semblent bien peu compter pour ceux qui se disent «pour la vie». La vie d'un fœtus, que la société belge ne considère comme «viable» qu'à partir de la 22^e ou de la 23^e semaine, a pour eux plus de prix que celle de la femme qui le porte.

Curieuse morale que celle qui fait primer le bourgeois sur l'arbre où il pousse...

Il importe, aujourd'hui plus que jamais, d'être vigilants. Quand les journaux relaient la mention hallucinante de «300 000 assassinats depuis la loi Lallemand/Herman-Michiélsens (NDR: loi de déphalisation partielle de l'avortement) de 1990» sans même se donner la peine de vérifier d'où vient ce chiffre et à quoi il correspond (on peut répondre à leur place qu'il ne correspond à rien), où est l'information ? Comment s'étonner dès lors de voir une loi votée démocratiquement, contestée par des professionnels de la santé qui refusent de l'appliquer au nom d'une «liberté de conscience» qui ignore superbement la détresse d'êtres humains en les condamnant à se rallier à leur opinion personnelle ? Comment s'étonner que ceux qui ont promulgué la loi ou ceux qui la défendent et se définissent comme «pro-choix» soient qualifiés de «pro-mort», de tortionnaires nazis ou stalinien dans la presse par des religieux réactionnaires sans aucune modération de la part des éditeurs ? Comment s'étonner qu'aux États-Unis, par exemple, des médecins pratiquant l'avortement soient assassinés par des prétendus «pro-vie» ? Comment s'étonner enfin de voir monter le poujadisme et le populisme lorsqu'on place sur pied d'égalité le combat d'une foule de citoyens, de médecins, de chercheurs, de psychologues, de sociologues, de juristes, de députés et sénateurs avec celui d'une poignée d'exaltés qui racontent n'importe quoi ?

Oui, triste époque que celle où l'imposteur devient du jour au lendemain l'égal du scientifique. Aujourd'hui, c'est l'avortement. Demain, ce sera l'euthanasie. Après-demain, l'homosexualité et la recherche scientifique. Et de cette boîte de Pandore s'échapperont ensuite l'enseignement obligatoire gratuit, le suffrage universel et la sécurité sociale, autant d'autres domaines où l'argent et le goupillon aiment à se donner la main. Caricature ? Que nenni ! Certains groupes financiers verraient d'un bon œil une privatisation de l'assurance maladie, et des menaces analogues planent sur les autres acquis.

Ne laissons pas asservir la vie de tous par la finance et les Églises. Que tous les progressistes, quelles que soient leurs croyances, fassent le choix d'un avenir marqué du sceau de la liberté et du progrès. ■

Éditrice responsable : Éliane Deproost

Rédaction, administration et publicité

Rédactrice en chef : Michèle Michiels - Secrétaire de rédaction : Amélie Dogot

Production, administration et publicité : Fabienne Sergoyne

Directeur de la communication CAL : Yves Kengen

Documentation : Anne Cugnon - Maquette : Grab-it - Impression : Kitemo

Fondateur : Jean Schoutens

ISSN 0775-2768

Membre de l'Association des Revues Scientifiques et Culturelles (ARSC)

Avec l'appui de l'Administration générale de la Recherche scientifique - Service général du pilotage du système éducatif - Ministère de la Communauté française.

Conformément à la loi du 6 décembre 1992 en matière de protection de la vie privée, le Centre d'Action Laïque est maître du fichier d'adresses qu'il utilise. Vous pouvez obtenir auprès du CAL vos données personnelles et les faire rectifier.

En couverture : © fotografe.co - Fotolia.

Abonnement :

11 numéros

Belgique : 20€, Étranger : 32€

par virement au compte du CAL :

IBAN : BE16 2100 6247 9974

BIC : GEDABEBB

TVA : BE01 699 110 069

Centre d'Action Laïque :

Campus de la Plaine ULB, CP 236,

avenue Arnaud Frateur, 1050 Bruxelles,

Tél : 02 627 48 68 - Fax : 02 627 48 01

E-mail : espace@cal.la.be

Le magazine *Espace de Libertés* est disponible dans quelques-unes des bonnes librairies de la Communauté française. Cette liste est disponible sur notre site www.la.be

espace de
Libertés
MAGAZINE DU CENTRE D'ACTION LAÏQUE

est édité par le Centre d'Action Laïque, asbl et ses Régionales du Brabant wallon, de Bruxelles, Charleroi, Liège, Luxembourg, Namur et Picardie.

L'ARGENT, EN AVOIR OU PAS

Toute la question est là ! La pauvreté fait peur, l'argent ne fait pas le bonheur... Autant de truismes mais qui demandent quelques nuances. Quand certains de nos voisins européens, comme la Grèce, l'Irlande, le Portugal, sont touchés par une crise sans précédent, la crainte est bien présente : pourrions-nous, nous aussi, tomber dans la pauvreté ? La mondialisation a, quant à elle, fait bien des dégâts en matière d'emploi et là où l'État a cédé du terrain devant les exigences du capitalisme, les inégalités ne cessent de se creuser entre ceux qui « en » ont et ceux qui n'« en » ont pas. Entre le bling-bling et le manque.

Pourtant la pauvreté n'est pas toujours la misère. On peut avoir un salaire ou une pension, mais trop médiocres pour se loger. Suffirait-il dès lors, pour rétablir de subtils équilibres, de taxer moins le travail et plus le capital ? Délicat, quand on sait que la Belgique est un paradis fiscal pour les rentiers et ce chantier-là, s'il est ouvert, s'annonce titanesque, malgré un certain renforcement de la lutte contre l'évasion fiscale sur le plan européen.

La finance éthique serait-elle susceptible de transformer la société ? Des coopératives à finalité sociale sont apparues : seront-elles à même d'inverser quelque peu la tendance, avec des investissements éthiques, solidaires ? On se gardera néanmoins d'une vision trop romantique...

Michèle Michiels

- La pauvreté, une voisine qui fait peur
- Moins taxer le travail et avantager le capital ?
- Des prescripteurs d'achat à responsabiliser !
- Pauvres, pauvres Européens
- L'argent a-t-il un sens ?
- Microfinance : un secteur à réguler

LA PAUVRETÉ, UNE VOISINE QUI FAIT PEUR

ALEXANDRA MOLESKINE

Dans l'imaginaire collectif, la pauvreté est associée à ses formes les plus extrêmes. Une façon rassurante de la tenir loin de nous. Elle est pourtant plus proche que l'on pourrait croire.

Chômeurs de père en fils, alcooliques endettés, familles nombreuses entassées dans des logements insalubres... «Lorsqu'on évoque la pauvreté, on pense de prime abord aux situations les plus extrêmes», observe Riccardo Chereni, conseiller-chef du service insertion professionnelle de la Fédération wallonne des CPAS et auteur d'analyses sur les phénomènes de pauvreté : «*Quand on parle de pauvreté, les gens s'imaginent un sans-abri qui dort sur un tapis dans la gare. Mais quand on fait une étude sur la pauvreté, on se rend compte que les pauvres sont bien plus proches de nous que ce que l'on pourrait croire*», met en garde le chercheur, qui s'exprimait à l'occasion d'un colloque sur la participation des personnes précaires à l'élaboration des politiques publiques¹.

C'est que la pauvreté effraie. Dans une étude réalisée en 2006, 42% des Français affirmaient en avoir peur. En 2008, la proportion des inquiets avait grimpé à 60%. «Placer la pauvreté dans l'extrême misère rassure. C'est une façon de se dire qu'on ne l'atteindra jamais, qu'il y a un gouffre infranchissable entre eux et nous», commente Riccardo Chereni.

Et pourtant, la pauvreté est un phénomène qui peut potentiellement toucher beaucoup de monde. Crise économique, crise du logement, chômage, augmentation de la facture énergétique, détricotage de la sécurité sociale et dans l'enseignement, faible niveau des pensions, sont autant de facteurs qui ont affaibli jusqu'à une partie de la classe moyenne. Si l'on ajoute à cette liste les accidents de parcours — divorce, perte d'emploi, problèmes de santé — qui peuvent toucher chacun d'entre nous, on se rend compte à quel point une situation peut vite basculer.

Le fonctionnement des médias n'est pas non plus étranger à cette représentation caricaturale de la pauvreté. Lors d'un colloque sur les «images et usages de la pauvreté», Marc Sinaeve, professeur à l'Institut des hautes études des communications sociales de Bruxelles (IHECS), montrait comment les journalistes ne s'intéressent aux pauvres que quand ils constituent des objets médiatiques facilement accessibles. Laisant de côté l'analyse, moins spectaculaire, des phénomènes qui mènent à cette précarité. «*Le SDF*

assis à terre avec son chien offre l'image incontestable d'une situation dramatique banalisée que l'inconscient populaire à intégrée comme LA représentation du pauvre. [...] On montrera moins souvent les mal soignés ou les mal scolarisés.»

De quoi on parle

Si la pauvreté ne se réduit pas à ces quelques clichés manichéens, comment peut-on la définir de façon plus précise ? L'Europe fixe le seuil de risque de pauvreté à 60% du revenu médian de la population d'un pays. On parle de risque de pauvreté, car le revenu n'est qu'une indication parmi d'autres. La situation d'un individu qui touche un salaire moindre que le seuil de risque de pauvreté tout en étant propriétaire de son logement, par exemple, n'est pas comparable à celle d'un locataire avec les mêmes revenus. En Belgique, le seuil de risque de pauvreté s'élève à 878 € par mois pour une personne isolée. À titre de comparaison, le revenu d'intégration sociale, ex-minimex, est plafonné à 740 € par mois pour un isolé. La définition du taux de pauvreté pose toutefois problème : plus les revenus dans un pays sont modestes, plus le seuil de pauvreté sera bas. Ce qui fait de la Tchèque... un des pays les plus riches d'Europe!

D'autres indices s'attachent à dépasser l'aspect purement monétaire. C'est le cas, par exemple, de l'indice de privation matérielle, basé sur une liste de neuf biens ou activités considérés nécessaires : avoir du chauffage, la possibilité de faire une sortie par semaine, manger des protéines tous les deux jours... L'Union européenne a décidé qu'une personne privée de trois items sur neuf sera jugée pauvre. Là aussi les avis divergent. Certains pays auraient plutôt fixé ce seuil à un item sur neuf, d'autres à cinq items sur neuf. Est-on pauvre quand on n'a pas accès à internet ? Ou quand on ne peut pas s'offrir le plaisir d'un cinéma ? La réponse dépendra de la subjectivité et de la culture de chacun. «*Un ami africain me disait que chez lui, être pauvre, c'est manquer d'amis*», remarque Riccardo Chereni.

Au-delà de ces débats passionnants, ce que les statistiques montrent de façon indubitable, c'est que les iné-

1 «Les pauvres font de la politique», 17 mars 2011, colloque organisé par le CBOS, la FCS, le Forum bruxellois de lutte contre la pauvreté et l'agence Alter. <http://lespauvresontideepolitique.be>
2 «Images et usages de la pauvreté», 14 décembre 2010, organisé par Présence et action culturelles. <http://www.pac-gbe>

galités se creusent chaque jour. Le coefficient de Gini le prouve. Développé au début du siècle par le statisticien italien Corrado Gini, il pointe zéro dans le cas théorique d'une égalité parfaite. Plus l'aiguille se rapproche de un, moins les revenus sont distribués de façon équitable. En Belgique, le coefficient de Gini est passé de 0,246 en 1990 à 0,312 en 2007*. Comme dans la chanson de Raggaonic, le groupe de reggae français, les riches sont de plus en plus riches, les pauvres de plus en plus pauvres.



© LUMIERES - Fotolia.com

Bienvenue aux Restos du cœur

On parle souvent des nouveaux riches. Nettement moins des nouveaux pauvres. Quel est le profil de ces personnes qui, de nos jours, basculent dans la pauvreté sans crier gare ?

Le premier constat concerne l'âge. Aux Restos du cœur, on a observé que les jeunes et les seniors sont de plus en plus nombreux à venir s'asseoir autour de la table. Faisant le point lors d'un colloque anniversaire*, Yvonne l'hoest, présidente de la Fédération des Restos du cœur, estimait que la fréquentation de ces deux publics augmentait d'environ 10 à 15% par an pour chaque catégorie. Le décrochage scolaire et les faibles perspectives d'emploi expliquent en partie ce rajeunissement du public. À l'opposé de la pyramide des âges, c'est le bas niveau des pensions et la solidité qui sont à pointer du doigt. En 2009, 21,6% des plus de 65 ans vivaient sous le seuil de pauvreté, selon le SPF économie*. Marie-Thérèse Casman, responsable du service panel démographie familiale à l'ULg, cite d'autres chiffres troublants : 10% des plus de 70 ans affirment n'avoir personne à qui se confier. Un quart des seniors ne disposent pas d'un seul service accessible à pied depuis leur domicile (poste, boulangerie, banque, médecin, etc.). «La pauvreté

s'accompagne d'un sentiment de honte, l'impression de ne pas avoir sa place dans la société», déplore la sociologue.

Autre public particulièrement vulnérable face aux risques de pauvreté, ce sont les femmes. Le taux de pauvreté atteint 15,7% chez les dames contre 13,4% chez les messieurs. Une différence peu significative, affirmeront certains. Un écart inacceptable, s'écrieront d'autres. Riccardo Cherenti se place dans ce second camp. Dans une étude récente⁶, il montre que si l'on dresse le profil type d'une personne pauvre en Wallonie, on aura affaire à une femme belge de 34 ans, au chômage, vivant seule avec ses deux enfants. L'auteur pointe au passage les pièges à l'emploi. Une mère avec des enfants à charge peut perdre jusqu'à 160 € par mois en quittant le système d'allocation pour le monde du travail, sans parler des coûts de garde pour ses enfants. Et de plaider au passage pour l'ouverture de crèches et la revalorisation des bas salaires.

À l'occasion d'un colloque liégeois «Pauvreté, mieux comprendre pour mieux agir», Joëlle Keuser, médiatrice judiciaire et coordinatrice du centre d'information de Liège, épluchait le budget d'une femme de ménage vivant seule avec ses deux enfants. Admettons qu'elle gagnerait, allocations familiales et pension alimentaire comprises, 1 600 € net par mois. «Même si elle respecte tous les conseils qu'on peut donner en matière de bonne gestion, son revenu ne laisse aucune place à l'imprévu. La machine à laver tombe en panne et c'est la catastrophe!».

L'exemple de la femme de ménage montre aussi que le travail ne constitue plus un rempart absolu contre la précarité. Le phénomène des travailleurs pauvres est très marqué dans les pays anglo-saxons. Aux États-Unis, le taux de «working poor» s'élève à 26%! On n'en est heureusement pas encore là chez nous. La situation est néanmoins préoccupante. Selon l'Office de statistiques européen, le taux de pauvreté au travail en 2009⁷ gravisait autour de 8,4% dans l'Union européenne. La Belgique fait figure de bon élève. Avec 4,6%, notre petit royaume présente le taux de travailleurs pauvres le moins élevé d'Europe. Est-on censé se rejouer de cette «bonne» nouvelle? ■

L'ENTRETIEN DE STÉPHANE RENARD AVEC FRANÇOIS PARISIS

MOINS TAXER LE TRAVAIL ET DAVANTAGE LE CAPITAL ?

L'idée est séduisante. Mais le chantier est titanesque, rappelle François Parisis. Spécialiste de la transmission patrimoniale, qui enseigne à l'Université de Liège, ce banquier privé (Puitaetco Dewaay) a accepté de répondre à quelques questions — très directes — sur l'argent, la fortune, la fiscalité... sans langue de bois. Des propos quelque peu éloignés des positions du mouvement laïque en matière de services publics.*

Équité fiscale, cadastre des fortunes, impôt sur le capital... En matière de [gros] sous, les discours sont souvent passionnels. Gare aux raccourcis, prévient François Parisis. À la tête du département d'ingénierie patrimoniale (Estate Planning/Wealth Structuring) de la banque privée belge Puitaetco Dewaay, ce financier propose sa lecture des enjeux fiscaux. À verser au débat.

Espace de Libertés : La fiscalité a une vertu redistributive car elle taxe davantage les plus aisés. Mais les tranches d'imposition sont-elles équitables ? Ne taxe-t-on pas trop vite en bas de l'échelle ? On paie des impôts dès que l'on dépense environ 5 500 euros par an...

François Parisis : Notre code des impôts sur les revenus est l'héritage d'une grande réforme fiscale qui remonte au début des années 60. À l'époque, on ne parlait pas encore d'indexation des barèmes fiscaux. Ce n'est que bien plus tard, à la fin des années 90, que l'on a décidé d'indexer les tranches d'imposition. Je pense effectivement que l'on taxe trop vite en bas de l'échelle. Est-ce pour autant inéquitable ? Je ne le crois pas, car les hauts revenus restent taxés à 50%, ce qui n'est tout de même pas dérisoire. Le taux marginal ne peut pas décemment dépasser les 50%, sans quoi il incite les gens à ne plus travailler. Une telle attitude contribuerait à réduire le produit national brut. On réfléchit depuis plusieurs années à alléger l'imposition des bas salaires. Mais une telle réforme aurait évidemment un coût pour le budget de l'État. Il faudra donc trouver des compensations. Je pense notamment à la réduction du train de vie de l'État.

Trop de fonction publique ?

Qu'entendez-vous par le «train de vie de l'État» ? L'une des raisons de notre déficit budgétaire ne tient-elle pas surtout à nos dépenses sociales ? Elles sont certes généreuses, mais cet «État-providence», ou ce qu'il en reste, bénéficie avant tout aux citoyens...

Ce que je constate, c'est que les moyens dont dispose l'État pour mener des politiques ambitieuses sont considérables. Hélas, l'argent n'est pas toujours bien utilisé. Ainsi

le nombre d'emplois dans la fonction publique [et de mandataires publics] est beaucoup trop élevé en Belgique si on le compare à celui de nos voisins. Quant à la qualité des services publics, elle laisse beaucoup trop à désirer. Je ne dois pas vous rappeler l'état des routes lamentable, l'absence de ponctualité dans les chemins de fer, l'inadaptation de l'enseignement aux besoins de nos entreprises, le piètre accompagnement des chômeurs... De plus, malgré nos multiples politiques sociales, nous ne parvenons pas à endiguer la pauvreté et à redonner espoir à ceux qui ont été victimes d'un accident de la vie. Je ne vois donc que deux solutions. Ou bien nous copions le modèle scandinave qui se caractérise par une pression fiscale élevée et des services publics irréprochables. Ou bien nous limitons le nombre de services au public tout en augmentant la qualité de ceux-ci, ce qui peut alors se faire avec moins de moyens...

L'impôt sur la fortune, qui n'existe pas en tant que tel chez nous, est-il un slogan politique ou un véritable outil de redistribution ?

Si vous voulez mon avis, je pense que ce n'est qu'un slogan politique. On en parle avant chaque élection et ce, depuis des lustres. Cet impôt n'est pas près de voir le jour chez nous. Il coûte cher qu'il ne rapporte et est contre-productif dans la mesure où il incite les plus gros contribuables à quitter le territoire. Combien de grosses fortunes françaises ne sont-elles pas établies en Belgique ? Les expériences menées à l'étranger ont été un échec. L'Allemagne a abrogé son impôt sur la fortune. Et la France y songe...

Paradis fiscal, la Belgique ?

La Belgique est considérée comme un paradis fiscal pour les rentiers. La taxation du capital y est faible comparativement aux pays voisins. Est-ce bien équitable ?

ALLÉGER LA FISCALITÉ DU TRAVAIL POUR AUGMENTER L'IMPÔT SUR LES REVENUS

DU CAPITAL SE FERA AU DÉTRIMENT DES PLUS ÂGÉS D'ENTRE NOUS, QUI VIVENT DES REVENUS DE LEUR CAPITAL. OR CE SONT EUX QUI ONT LARGEMENT REMPLI LES CAISSES DE L'ÉTAT LORSQU'ILS ÉTAIENT ENCORE AU TRAVAIL.



François Parisis.

* Sur le sujet, voir aussi en page 28, l'article d'A. Pirau.

LES JEUNES ET L'ARGENT

Des prescripteurs d'achat à responsabiliser !

PIERRE SCHONBRODT

L'incitation des jeunes à dépenser est dénoncée par Bernard De Vos, délégué général aux droits de l'enfant.

Sur le site d'une grande firme de téléphonie mobile, les promotions les plus visibles affichent des slogans branchés : «Devenez generation MTV», «Sms gratuits vers tous vos amis» ! Des publicités parmi de nombreuses autres, à première vue très séduisantes, puisqu'elles permettent de «surfer avec son smartphone pour 4,99 € par mois» ou de bénéficier de temps de connexion gratuite et parfois même... de 25 euros de crédit si l'argent venait à manquer ! Les sollicitations sont nombreuses, les ravages inquiétants. «On évoque souvent le fameux enfant-roi. Il ne l'est pas seulement en raison de l'éducation des parents mais également du rôle qu'on lui prête dans la société. À ce titre, les nombreux scénarios de publicités qui infantilisent les parents m'interpellent. Le contexte général d'éducation est devenu lamentable et si vous rajoutez à cela l'hypermédialisation de la société, qui utilise les mêmes "truelles", puisqu'il y a également du commerce derrière, les conséquences au sein des familles sont parfois dramatiques, que ce soit en matière de surendettement ou d'éducation», s'inquiète Bernard De Vos, délégué général aux droits de l'enfant.

En 2009, 9,2% des surendettés avaient entre 18 et 25 ans. La tranche des 14-18 ans, elle, n'a pas accès aux crédits et n'apparaît donc pas dans les statistiques. Là est tout le paradoxe : la publicité s'adresse aux jeunes comme s'ils étaient des consommateurs disposant d'un véritable pouvoir d'achat alors que ce sont les parents qui mettent la main au porte-monnaie. Les adolescents sont donc des prescripteurs d'achat en trompe-l'œil, raison pour laquelle il est particulièrement difficile de disposer d'une analyse fine de ce rapport complexe entre jeunes et argent. Lors d'une journée d'étude organisée par l'Observatoire du crédit et de l'endettement, des experts en prévention soulignaient toute la difficulté d'élaborer un programme efficace à destination des jeunes. Les personnalités sont diverses et dépendantes à la fois de l'âge, du sexe, de l'origine géographique (ville ou province), des valeurs éducatives et bien sûr du milieu socioéconomique.

À défaut d'analyse affinée, Bernard De Vos insiste : le pouvoir d'attraction de l'argent agit sur tout le monde, jeunes ou non. «L'argent est devenu une des clés de la réussite. Cela fait des ravages au sein des familles précaires à un point tel que j'évoque aujourd'hui ce que j'appelle la double peine consumériste. Des familles où des jeunes s'endettent pour avoir accès à une série de biens assimilés à la réussite sociale pour se retrouver face

à son légale est le plus souvent insuffisante pour couvrir les besoins quotidiens des citoyens. Ayons bien à l'esprit le fait qu'un allègement de la fiscalité du travail contrebalancé par une augmentation de l'impôt frappant les revenus du capital se fera au détriment des plus âgés d'entre nous, lesquels vivent des revenus de leur capital. Or ce sont bel et bien eux qui ont largement contribué à remplir les caisses de l'État lorsqu'ils étaient encore actifs sur le marché du travail.

La Belgique a l'un des taux d'épargne les plus élevés au monde. Les salaires, pensions et allocations sont indexés. Et 70% des Belges sont propriétaires de leur logement... Mais il y a aussi une précarisation évidente d'une partie de la population. L'écart entre les plus nantis et les plus pauvres se creuse-t-il vraiment ?

La précarisation résulte avant tout du fait qu'une partie de plus en plus importante de notre population n'a pas accès au marché du travail. Avec la mondialisation de notre économie et la délocalisation de nombreuses entreprises, les demandeurs d'emploi sans qualification peinent à retrouver un travail. La priorité doit être mise sur la formation si nous voulons réduire l'écart entre les plus nantis et les plus pauvres.

Le plein emploi, pas pour demain

Encore faut-il qu'il y ait de l'emploi à pourvoir. Au vu de la mondialisation et de l'émergence des pays BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), nos sociétés peuvent-elles vraiment espérer un jour le retour au plein emploi ?

La mondialisation de l'économie a poussé les entreprises européennes et américaines à se délocaliser pour rester compétitives. Pour ne pas disparaître, elles devront innover et garder sans cesse une avance technologique par rapport aux entreprises établies dans les pays émergents. Seuls ceux qui sont capables de s'adapter seront assurés de conserver leur emploi. Le plein emploi n'est, hélas, pas pour demain...

La lutte contre l'évasion fiscale se renforce au niveau européen. Un besoin d'éthique qui permet surtout d'ailleurs de combler les déficits nationaux. Mais la fin du «train des coupons» ne traduit-elle pas aussi une nouvelle mentalité parmi les jeunes générations ? Quelle est votre perception de banqueter à cet égard ?

Le renforcement de la lutte contre la fraude fiscale au niveau européen est une réalité. Elle n'a été possible que parce que les mentalités ont bien changé et parce que les États faisaient face à une fuite massive de capitaux. La nouvelle génération n'a pas connu la rage taxatoire des années 70. Elle comprend les vertus de l'impôt, qui permet notamment de maintenir un bon niveau de service public et d'assurer la paix sociale. La lutte contre la fraude fiscale et sociale doit cependant rester une priorité de tous les jours. Tout comme la chasse au gaspillage des deniers publics... ■

En Belgique, il n'y a que deux façons de s'enrichir : soit vous créez votre entreprise et vous la revendez quelques années plus tard, soit vos parents vous transmettent un patrimoine. Dans ce deuxième cas de figure, ils font d'ailleurs cette transmission de préférence par donation plutôt que par voie d'héritage vu les droits de succession élevés dans notre pays. En revanche, celui qui travaille en tant que salarié de son entreprise n'a aucun espoir de faire fortune. Il coûte très cher à son employeur, parce que les cotisations sociales sont élevées, et ses revenus professionnels sont fortement taxés...

Puisque la fiscalité sur les revenus du travail est très lourde, ne faut-il justement pas revoir celle qui frappe le capital ?

Il est un fait certain que les revenus du travail sont davantage taxés que les revenus mobiliers et immobiliers. On songe depuis plusieurs années à rééquilibrer la taxation des revenus du travail et celle des autres revenus, mobiliers et immobiliers. Mais ne nous leurrons pas : c'est un chantier titanesque. Si l'on taxe davantage les revenus mobiliers — autres revenus, professionnels et immobiliers —, on prend le risque d'une évasion fiscale massive. Si l'on taxe davantage les revenus immobiliers — en imposant les loyers réels —, on risque fort de perturber le marché locatif, avec une double conséquence : d'une part, l'augmentation des loyers, et d'autre part, la fragilisation de nombreuses personnes âgées qui vivent de ces revenus. N'oubliez pas que la pen-



KARL MARX S'EST FAIT TAXER LE CAPITAL

un terrible constat : non seulement la réussite sociale est facile mais en plus le crédit qu'ils doivent assumer les précipite dans le gouffre», précise-t-il.

Les jeunes d'aujourd'hui seront-ils les surendettés de demain ? Une question à laquelle la Banque nationale de Belgique a voulu répondre par une exposition : *L'argent et la vie*². Public concerné : les douze-seize ans. Mode d'emploi : le (jeune) visiteur est invité à gérer le budget de trois profils : Mohamed, travailleur acharné ; Emma, jeune fille pétillante, fan de shopping et de sorties et Thomas, économiste dans l'âme. En fonction, des choix de dépenses, un indicateur situe le niveau de (mé)contentement des trois profils. Une opération de prévention dont il est très difficile de mesurer le résultat. «Il n'y a, actuellement, pas assez de sensibilisation à l'argent, surtout à l'école. L'éducation financière est pourtant très importante. Il faut donner des outils aux jeunes pour qu'ils puissent s'en sortir lorsqu'ils toucheront leur premier salaire. C'est trop souvent un moment de grande solitude. Ils sont alors incapables de remplir un virement ou de négocier un prêt hypothécaire avec un banquier. Mais il faut aussi expliquer comment consommer et quelles sont les implications de la consommation. Trop peu de jeunes sont vraiment conscients du coût de la vie et du poids financier d'une simple sortie cinéma sur le budget familial. Il faut dès lors que les parents sensibilisent leurs enfants à l'argent tout comme ils le font pour l'hygiène, la santé, la scolarité...», insiste Mathieu Bruyndonckx, animateur à l'Observatoire du crédit et de l'endettement.

Les centres de référence provinciaux, malheureusement méconnus, proposent pourtant des animations très intéressantes dans ce domaine. Le CRENO³, situé dans le Hainaut, se déplace même jusque dans les écoles pour travailler cette relation si particulière entre les jeunes et l'argent. ■

1 Source : Observatoire du crédit et de l'endettement. 25-34 ans : 26, 9%, 35-44 ans : 26, 1%.
2 Infos : http://www.tbibn.be/esp/rapport_tome.htm.
3 Infos : <http://www.creno.be> ou 064.84.22.91.



Certains Grecs en sont réduits à faire les poubelles.

PAUVRES, PAUVRES EUROPÉENS

PASCAL MARTIN

L'Irlande, la Grèce, le Portugal... s'appauvrissent. Mais pas seulement. Un Européen sur sept est un pauvre. Même en Allemagne, la déche est au rendez-vous.

En janvier 2009, on avait pris le chemin de l'Irlande, direction Limerick, dans l'ouest du pays. L'informaticien Deil venait d'y fermer ses installations, envoyant quelque deux mille personnes au chômage, avant de mettre le cap sur la Pologne. La nouvelle avait fait l'effet d'une bombe dans la petite république habitée à aller de succès en succès depuis les années 90, moment où son économie avait décollé grâce à une fiscalité particulièrement attrayante pour les entreprises —«déloyale» rectifiaient certains— synonyme de l'arrivée en masse d'investisseurs. Le «tigre celtique» avait les dents longues.

Parfum de crise. Voilà l'odeur qu'exhalent désormais les boutiques de luxe vides du périmètre de Limerick. Vides aussi, les dortoirs, ces préteurs immobiliers dont le foisonnement rendait compte à lui seul d'une opulence certaine. Avec la crise, la bulle immobilière a éclaté. Et le gouvernement, qui avait d'abord juré ses grands dieux qu'il n'en appellerait pas au Fonds monétaire international (FMI), a finalement dû rendre les armes en novembre 2010. Emprunts contractés auprès de l'organisme international, salaires à la baisse, impôts à la hausse... c'est l'austérité.

Aujourd'hui, la réponse de la population irlandaise à la crise prend un tour quasiment instinctif. Comme au XIX^e siècle, lorsque la famine les poussa sur les côtes américaines, les Irlandais ont repris la route de l'émigration. Selon une estimation de l'Economic and Social Research Center (Esri)¹, basé à Dublin, celle-ci devrait concerner 100 000 personnes entre avril 2010 et avril 2012. Autant que les années 80. «L'émigration est aux Irlandais ce que l'inflation est aux Allemands: un traumatisme provoqué par des blessures économiques subies il y a des décennies, qui reste profondément enroulé dans la mémoire collective», pouvait-on lire dans *The Economist*².

Toutefois, ces départs concernent d'abord les centaines de milliers d'Européens de l'Est attirés précédemment par l'offre de travail et la politique migratoire très accueillante de l'Irlande. Pour eux, l'heure du retour a sonné, parfois sans trop de regrets. C'est le cas des Polonais qui retrouvent leur patrie modernisée, en plein épanouissement,

fière d'avoir su tirer pleinement parti de son adhésion à l'Union européenne en 2004.

Mais ils ne sont pas seuls à prendre leur baluchon. Sur les 65 300 personnes qui ont quitté l'Eire entre avril 2009 et avril 2010, 42% étaient des nationaux irlandais, selon un rapport du Central Statistics Office (CSO)³. Des dizaines de milliers de jeunes diplômés condamnés au chômage furent littéralement le pays, essentiellement pour l'Australie et le Canada. Dans un article consacré à cette pulsion migratoire, le journal anglophone canadien *Globe and Mail* relevait cet indice: «La police irlandaise récupère de plus en plus souvent des voitures abandonnées sur les parkings aux alentours de l'aéroport de Dublin.»⁴

En Grèce, une situation explosive

Les Irlandais sont loin d'être les seuls à boire le bouillon de la crise. Les Grecs paient sans doute le prix le plus fort. Des retraités fouillent les poubelles d'Athènes. Des employés doivent cumuler plusieurs jobs. Le travail au noir va bon train. Le taux d'endettement est effarant. Chômage, coupures d'électricité, soins de santé devenus inaccessibles... apparaissent comme les conséquences de la politique d'austérité menée par Athènes en réponse aux exigences européennes. Que cette situation soit le résultat de la gestion boiteuse des gouvernements de tous bords qui se sont succédé à la tête du pays depuis son entrée dans l'euro ou de la cécité bien comprise des partenaires européens de la Grèce n'y change rien: la crise économique et des finances publiques étrangle les plus fragiles. Ils sont fatalement nombreux, le crédit ayant jusque-là régné en maître. Les fonctionnaires et les retraités sont les plus touchés.

«Pour ma famille, c'est une période extrêmement difficile. Pour payer mon emprunt immobilier, j'ai dû prendre des cartes de crédit aux taux très élevés et que j'ai un mal fou à rembourser maintenant. Et encore, moi, ça va, car ma mère nous envoie un petit peu d'argent chaque mois. Mais je connais des collègues qui ont dû vendre leur maison», commentait au journal *Le Soir* l'employée d'une mairie proche d'Athènes, payée 940 euros par mois⁵.

En réponse à cette nouvelle pauvreté, des comités populaires tentent de se constituer un peu partout en Grèce: dans les quartiers pauvres d'Athènes, les villes de province, les îles... Ils luttent en faveur du rétablissement de l'élec-

tricité d'une famille, organise la mobilisation sur l'accès aux soins de santé pour une autre, revendiquent des soins médicaux gratuits et le refinancement des hôpitaux publics. «Le chômage, la pauvreté et la misère frappent sans discernement à la porte de chacun. C'est pourquoi nous devons créer les conditions d'une contre-attaque populaire générale. L'action commune est notre point de départ. Elle consiste à rassembler et à organiser les gens, en vue d'un soulèvement populaire.» Voilà ce qu'on peut lire sur plusieurs sites grecs aux accents spartakistes. La situation est effectivement explosive comme l'ont démontré plusieurs manifestations violentes, ainsi que la vague de colis piégés qui a touché le pays en novembre dernier.

Ce climat induit aussi une série de phénomènes parallèles. Grave: des scènes de ratonnades ont été mentionnées à Athènes, l'immigré tenant lieu de bouc émissaire de la crise. Cocasse: la corruption, une des plaies de la Grèce, serait en recul selon l'ONG Transparency International⁶ qui relève que le nombre de cas de corruption «dénoncés» est en baisse. Y a-t-il moins d'argent pour corrompre ou accepte-t-on mieux la corruption en temps de crise? Telle devrait être la vraie question.

Irlande, Grèce... Et les autres pays?

En octobre 2008, alors que la crise économique et financière prenait son envol, 78 millions de pauvres avaient été dénombrés en Europe. Soit 16% de la population, un Européen sur sept, à un moment —c'est important— où l'aridité de l'austérité n'avait pas encore été présentée au citoyen⁷. Ce taux était plutôt stable depuis 2000, mais restait très loin de l'objectif fixé par l'UE lors du sommet qui s'était tenu à Lisbonne cette année-là. Pour 2010, année européenne de lutte contre la pauvreté, la Commission avait fixé un taux de pauvreté maximal de 10%. Vœu pieux: cet objectif a fatalement vécu, les millions de nouveaux pauvres engendrés par la crise économique et financière qui touche l'Irlande et la Grèce, mais aussi le Portugal et l'Espagne, venant gonfler les statistiques.

L'État-providence en recul

Crise ou non, les chiffres nous rappellent que la pauvreté est partout, particulièrement là où l'État a cédé du terrain devant les exigences du capitalisme, parfois de l'affairisme, ou se montre incapable d'y mettre bon ordre. Ainsi, en Hongrie, ce professeur d'éducation artistique qui touche un salaire de 350 euros et s'estime malgré tout chanceux dans un pays où les prix sont pourtant calqués sur ceux de l'Europe occidentale. Ainsi, John, vendeur de journaux rencontré le métro de Londres, plongeur et veilleur de nuit en sus pour brouiller ses fins de mois. Ou Sergueï, fils d'immigrant russe, vivant avec 150 euros par mois dans la banlieue de Tallinn.

Et la riche Allemagne? Grand pourfendeur du capitalisme, le journaliste allemand Günter Wallraff, rendu célèbre par son livre *Tête de l'urc*⁸, a consacré sa dernière enquête aux pauvres de la république fédérale. Il en a livré le récit dans un ouvrage intitulé *Parmi les perdants du meilleur des mondes*⁹. Il y décrit une Allemagne abandonnant ses enfants à la précarité au nom de la modernisation de l'État-providence. Résultats: des centaines de milliers de sans-abri, des millions de personnes sous perfusion sociale et une masse de travailleurs préca-risés et réformés en fonction des besoins de la grande économie. Mais aussi des allocations sociales revues à la baisse, l'opportunité pour les pa-trons d'employer pour un euro l'heure ce que Wallraff désigne comme les «nouveaux esclaves» et un fossé qui s'agrandit forcément entre riches et pauvres. La faute à qui? «Au social-démocrate Gerhard Schröder», répond le journaliste. «Il a vendu son âme et a littéralement cassé les racines de notre modèle social (...). De plus en plus d'entreprises allemandes licencient aujourd'hui leurs employés engagés pour une durée indéterminée. Seule la moitié des travailleurs dispose encore d'un job à temps plein; seule la moitié a encore un salaire normal».¹¹

En Allemagne, selon l'Institut national de recherches économiques (IWI), une personne sur sept dispose de moins de 60% du revenu médian¹², soit 1943 euros pour une famille avec deux enfants. Le nombre de pauvres est passé de 8 à 11,5 millions de personnes en dix ans. La précarité atteint 25% des jeunes... Pour nombre d'observateurs, il faut effectivement voir dans cette situation le résultat de l'Agenda 2010 lancé par l'ancien chancelier Gerhard Schröder. Cet ensemble de réformes du marché du travail (réformes Hartz, principalement) et des assurances sociales a mis sur la touche tout un pan de la population jusque-là protégée —assisté?— par le modèle social rhénan. C'est le prix que l'Allemagne a choisi de payer pour retrouver la voie de la compétitivité et tenir aujourd'hui la dragée haute à ses partenaires européens qu'elle juge parfois trop dépensiers. ■

6 Par exemple <http://belaciao.org/fr/spip.php?article15315>
7 Rapport annuel de l'Organisation non gouvernementale Transparency International (ITI), 26 octobre 2010.
8 Communiqué de la 7^e rencontre européenne sur la pauvreté et l'exclusion sociale, 17 octobre 2008.
9 Günter Wallraff, *Tête de l'urc*, Paris, La Découverte, 1986.
10 Idem, *Parmi les perdants du meilleur des mondes*, Paris, La Découverte, 2010.
11 *Le Soir*, 10 mai 2010, p. 8.
12 http://www.iwi.de/iwi_01.c32/505/aktuelles/nachrichten/multimedia_nachrichtendownload_und_junge_erwerbslose_betroffen.html

POUR MA FAMILLE, C'EST UNE PÉRIODE EXTRÊMEMENT DIFFICILE. POUR PAYER MON EMPRUNT IMMOBILIER, J'AI DÙ PRENDRE DES CARTES DE CRÉDIT AUX TAUX TRÈS ÉLEVÉS ET QUE J'AI UN MAL FOU À REMBOURSER MAINTENANT. ET ENCORE, MOI, ÇA VA, CAR MA MÈRE NOUS ENVOIE UN PETIT PEU D'ARGENT CHAQUE MOIS. MAIS JE CONNAIS DES COLLÈGUES QUI ONT DÙ VENDRE LEUR MAISON.

1 http://www.esri.ie/publications/search_for_a_working_paper/search_results/view/index.xml?i=45304
2 <http://www.economist.com/node/18176072>
3 <http://www.cso.ie/releases-publications/docs/census/population/current/popmg.pdf>
4 <http://www.theglobeandmail.com/news/world/nice-again-the-irish-are-leaving-home/article16490653>
5 *Le Soir*, 6 novembre 2010, p. 12.

L'ARGENT A-T-IL UN SENS ?

BERNARD HORENBECK

Directeur de CRÉDAL et vice-président de la FEBEA¹

La crise financière en 2008 a brutalement remis en lumière l'impact de l'épargne et de la circulation de l'argent sur la société. La finance éthique serait-elle un outil de transformation de la société ?

L'opacité de la gestion bancaire et la recherche du profit maximum ont créé le chaos dans le monde financier. Cette crise en a entraîné d'autres, une crise sociale profonde d'abord, une crise des finances publiques ensuite. La crise ébranle l'autorité publique, le monde financier et la cohésion sociale, chacun de ses piliers risquant d'entraîner les autres plus loin dans la déroute.

Il faut certainement pointer un doigt accusateur vers les mécanismes de spéculation et la recherche effrénée d'un profit rendu anonyme derrière des sociétés financières. On doit cependant aussi s'interroger sur nos responsabilités individuelles. En Belgique, nous avons tous (ou presque) un compte en banque. Les plus aisés d'entre nous ont cherché d'autres produits d'investissement, fonds de pension, actions, etc. À la base de ces placements se trouve toujours une équation personnelle qui établit les proportions entre les risques et les bénéfices. Une inconnue cependant : quel effet notre argent a-t-il sur notre vie quotidienne et sur la société ?

“LE BANQUIER FAIT DES CHOIX AVEC NOTRE ARGENT, TOUT SIMPLEMENT PARCE QUE NOUS LUI AVONS DÉLÉGUÉ CE POUVOIR.”

L'argent placé peut devenir un formidable outil de développement. Là où il est investi, il permet la croissance, la production de richesse, la création d'emploi. Il peut aussi permettre à des particuliers d'acquiescer des biens nécessaires à la vie quotidienne, au logement, à la mobilité. Mais l'argent placé peut aussi favoriser les investissements les

CRÉDAL est une coopérative de crédit alternatif. Depuis 1984, des citoyens investissent leur épargne chez CRÉDAL pour donner une dimension sociale et éthique à leur argent.

Avec ces fonds, CRÉDAL octroie des crédits à des associations et entreprises d'économie sociale, et des micro-crédits à des entrepreneurs exclus bancaires ou à des particuliers ayant des revenus modestes. À côté de cette activité de financement, CRÉDAL accompagne le développement de projets d'économie sociale ainsi que des hommes et femmes qui veulent entreprendre autrement.

Infos : www.credal.be

en France, «met toujours en avant l'idée que l'argent peut servir de moteur aux relations sociales et qu'en tout état de cause, il en est l'un des révélateurs»². En Belgique, CRÉDAL et Heboom mettent l'accent sur le double bénéfice du placement : au dividende financier vient s'ajouter un dividende social et c'est la balance entre les deux qui est à prendre en compte dans le choix d'un investissement. Alléluia en Europe, la Banque alternative suisse³, Dekogeno et BFS en Allemagne, Banca Popolare Etica en Italie, toutes contribuent à ce mouvement coopératif de la finance éthique⁴. Ce type de finance peut aussi prendre d'autres formes : Femu



© DX - Fotolia.com

Qui⁵, en Corse, vise un développement économique local ou encore, sur un modèle de banque plus traditionnelle, une banque éthique comme Trindos qui, à partir de la Hollande, s'installe en Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne et Espagne.

La finance éthique suit un principe simple : dans le choix d'un investissement ou d'un crédit, elle prend en compte les conséquences de l'investissement : conséquences pour l'emprunteur, pour l'entreprise, pour son environnement et pour la société dans sa globalité. Le crédit est considéré comme un levier de développement et le profit financier n'est plus qu'un des éléments de la décision. Ce principe s'accompagne d'une transparence vis-à-vis de l'épargnant qui peut savoir ce qui est fait avec son argent, où il est investi et ce qu'il permet de développer.

Ce principe a des conséquences aussi dans les processus de décision. Ainsi, en tout cas dans le monde coopératif, le pouvoir du capital est remplacé par le pouvoir des

hommes. L'Assemblée générale fonctionne sur le principe «un homme, une voix», quel que soit le capital investi par le coopérateur.

Vers une nouvelle économie

Ce mouvement de coopératives de finance éthique va peu à peu contribuer à l'émergence d'une nouvelle économie et d'un projet de société. Pour Jacqy Blanc, président du directoire de la Nef, «ce qui nous importe est la cohérence d'une activité entre le social, l'environnemental et la relation au profit»⁶.

Au premier rang des bénéficiaires de la finance éthique, on trouvera bien évidemment l'économie sociale, cela concerne, par exemple, des entreprises de formation par le travail dont l'activité économique se double d'une formation pour des personnes sans emploi, des entreprises d'insertion qui vont engager des chômeurs de longue durée, des entreprises de travail adapté qui mettent au travail des personnes handicapées, des coopératives à finalités sociales qui, à travers leurs activités économiques diversifiées, ont toutes choisi de limiter leurs dividendes (maximum 6%) au profit du rôle social qu'elles veulent jouer.

Tous les secteurs de la vie économique et sociale sont concernés : l'action sociale, bien sûr, mais aussi la santé, la culture, l'environnement, l'agriculture, l'artisanat, le commerce équitable, l'énergie durable, le logement, etc. Pourvu que les entrepreneurs soient portés par une conception différente de l'entreprise. Pourvu que l'entreprise soit soucieuse des rapports sociaux et du respect de son environnement.

L'investissement se veut aussi solidaire. Ainsi, à côté de l'économie sociale, on trouve fréquemment des départements de microfinance. Le microcrédit s'adresse à des personnes exclues du crédit bancaire classique pour leur proposer des prêts dans le but de lancer une activité professionnelle, le plus souvent en tant qu'indépendant.

La finance éthique veut être un outil pour transformer la société, lui permettre de développer en son sein une économie à visage humain et au service de l'homme.

En 2011, les actifs financiers des Belges atteignent de nouveaux records : 930 milliards d'euros. Que veut-on en faire ?

Puisque la banque construit le monde dans lequel nous vivons, il est peut-être temps de retirer notre confiance aveugle dans les techniciens de la finance et du profit et de confier nos banques à des entrepreneurs sociaux, à des hommes et des femmes porteurs d'une volonté de travailler à l'amélioration de l'humanité. ■

“LE CRÉDIT EST CONSIDÉRÉ COMME UN LEVIER DE DÉVELOPPEMENT ET LE PROFIT FINANCIER N'EST PLUS QU'UN DES ÉLÉMENTS DE LA DÉCISION.”

6 Pascale-Dominique Russo, «Répondre à des besoins nouveaux», dans «Les placements solidaires», Alternatives économiques, op. cit., p. 23.

7 Atlas des bonnes pratiques de création d'emplois et d'inclusion sociale, Bruxelles-Varsovie-Paris, FSE-FE-BA, 2010.



Un petit commerce indien créé grâce à la microfinance.

MICROFINANCE : UN SECTEUR À RÉGULER

ÉRIC DRIESEN
Président de l'ONG Aquadev

À l'adoration succède la détestation... Il en va donc de la microfinance comme de toutes les modes médiatiques. Mais si le curseur de l'appréciation est incontestablement situé dans la zone positive, il n'en reste pas moins quelques zones d'ombre.

Il y a quelques années déjà, le «microcrédit» est devenu «microfinance». Il y a là plus qu'un changement sémantique. Rappelons en effet que la microfinance décrit ce vaste secteur se déployant surtout dans les continents en développement pour offrir, à ceux qui en sont exclus, une «panoplie» de services financiers.

Quels services ? Le crédit, bien sûr, mais aussi l'épargne, les moyens de paiement (y compris, par exemple, les transferts par téléphone) et l'assurance. D'innombrables institutions de microfinance (les fameuses «IMF»), plus de 10 000 de par le vaste monde, rendent ces services, en tout ou en partie. Elles sont ONG, coopératives, sociétés à capitaux... selon les traditions ou les ambitions. Mais elles présentent toutes la caractéristique de la proximité avec leur clientèle et la capacité de gérer les risques de clients dépourvus de garantie réelle.

Et le succès vint : entre la fin des années 90 et aujourd'hui, le nombre de clients dans le monde est passé de 20 millions à près de 150 millions. Les encours de crédit ou d'épargne se chiffrent à plusieurs (nombreux) milliards de dollars. C'est en Asie que se concentrent les gros chiffres, faiblesse de la bancarisation et forte densité de population obligent. Passons à la BRI en Indonésie et ses 22 millions de clients.

En Afrique subsaharienne aussi, on a pu observer de belles et nombreuses initiatives malgré le caractère déprimé des économies depuis les années 90. Songeons que rien qu'au Sénégal, on dénombre plus de 700 institutions de microfinance... On en viendrait à se demander si la microfinance n'est pas le seul secteur privé de masse à s'y être déployé avec autant de succès au cours des vingt dernières années.

Et l'idéologie ? Si la lutte contre la pauvreté constitue l'«objectif», la régulation par les marchés constitue quant à elle l'idée centrale dominant la microfinance depuis plus de vingt ans. Au temps des origines, celui des coopératives de paysans d'Allemagne ou du Québec (Raiffeisen et Desjardins) du XIX^e siècle, la microfinance n'avait pas la chance de disposer d'instances normatives comme la Banque mondiale ou le CGAP pour leur indiquer la voie. Aujourd'hui, il

n'y a plus d'échappatoire : la microfinance doit être *market oriented*. Cette approche n'est pas dépourvue de logique. Elle tient compte, aussi, de la faillite de presque toutes les institutions publiques de financement du développement en Afrique subsaharienne.

Mais à force de privilégier la rentabilité des institutions de microfinance —qui détermine, il est vrai, leur pérennité—, le sort des clients pauvres a été parfois oublié. Des études localisées ont montré que certaines institutions prospéraient grâce à l'appauvrissement de leur clientèle en raison des prêts que l'institution renouvelait constamment. La demande de *cash* est telle, dans certaines zones rurales africaines par exemple, que les crédits sont demandés quelles que soient les conditions d'octroi. On parle d'*insatiable* totale de la demande dont profitent des entrepreneurs à la morale très... élastique.

L'impact et les performances sociales des institutions de microfinance sont-ils suffisants en terme de lutte contre la pauvreté ? D'autres études incontestables ont en effet montré un impact global positif de la microfinance sur la clientèle pauvre.

Et les enjeux de demain sont bien là : accroître l'impact social des services financiers de proximité et renforcer la protection des consommateurs. C'est à l'autorité publique qu'il appartient de se saisir de ces enjeux. Outre la régulation et la supervision (de type bancaire) des IMF qui relèvent le plus souvent des banques centrales, la protection des clients pauvres, en plafonnant les taux, en exigeant la transparence des coûts (et des taux)... relève bien des États.

Ceux-ci vont devoir redoubler d'efforts tant les nuages s'amoncellent sur un secteur qui a beaucoup grandi et suscite de nombreux appétits. Certains États, en Afrique subsaharienne tout particulièrement, souhaiteraient reprendre pied comme acteurs du financement de proximité. Près des gens, donc près des électeurs.

Les religions ne sont pas en reste. Surtout là où elles sont en concurrence, les Églises chrétiennes investissent la microfinance, l'islam aussi. Il y a fort à parier qu'il faudra encore quelques crises et bouleversements avant qu'une vision du secteur correctement régulée et... laïque s'impose. Veillons à ce que les acteurs que nous pouvons influencer y contribuent. ■

L'ENTRETIEN DE JEAN SLOOVER AVEC PIERRE ANSAY

Citoyens gentlemen

EN AMÉRIQUE S'ÉCRIT UNE NOUVELLE PHILOSOPHIE DE L'ÉMANCIPATION QUI FAIT RETOUR À MARX. LOIN DE LA LUTTE DES CLASSES...

Nouvel esprit du capitalisme, chute du bloc communiste, crise écologique : depuis les années 80, les lignes qui structurent la pensée politique bougent de manière considérable. La gauche se cherche, la droite se décomplexe ; le paysage est brouillé... En Europe, il n'est déjà pas facile de s'y retrouver lorsque Nicolas Sarkozy cite le résistant communiste Guy Môquet ou que Marine Le Pen s'attaque au capitalisme à l'heure où la gauche social-démocrate le regarde volontiers comme un horizon indépassable. Que dire alors des penseurs politiques américains qui l'on appelle... libéraux : pour eux, le système économique n'étant pas en cause, le clivage central ne s'articule pas d'emblée autour de sa régulation. Comment saisir l'essence de leurs propos lorsque l'on est habitué à la classique polarité gauche/droite du spectre idéologique ? Et que peuvent-ils nous apporter comme idées novatrices en terme de progrès, qu'il soit économique, social ou culturel, ces femmes et ces hommes de l'«autre gauche» ? Les commentaires du philosophe belge Pierre Ansay qui les connaît bien...

Espace de Libertés : Pierre Ansay, pourquoi avoir consacré un livre¹ à ces penseurs américains ?

Pierre Ansay : C'est dû aux circonstances de ma vie personnelle et professionnelle. J'ai été, pendant sept ans, conseiller puis délégué de la Communauté française et de la Région wallonne auprès du gouvernement du Québec. Par ailleurs, mon épouse est canadienne, les hivers sont longs, la télévision est exécrable et les conditions pour la lecture et la médiation sont réunies. Donc l'oc-

casion a fait le larron... Cela étant, j'ai travaillé naguère sur des auteurs comme Philippe Van Parijs, proche de John Rawls. Et puis, j'ai aussi été interpellé par le livre d'André Bertain, Pablo Da Silveira et Hervé Pourtois, *Libéraux et communitariens*, un choix de textes paru en 1997 aux Presses universitaires de France qui développe avec une grande acuité les enjeux de la guerre philosophique entre «libéraux» et «communitariens».

Tous ces auteurs m'ont incité à tenter d'en savoir plus sur les ferment théoriques du changement social en Amérique du Nord. Cela, en effet, me semblait important : fin 2007, avant de partir de Québec, j'avais rédigé une note diplomatique pour les autorités sur la mécanique des «accommodements raisonnables» au Québec. Diffusé, ce document d'une trentaine de pages a eu un impact considérable en Belgique où l'on s'interroge beaucoup sur la problématique de la société multiculturelle et des pratiques de l'hospitalité, sur la façon d'accueillir les modes de vie des personnes d'origine étrangère et sur le fait qu'elles sont bien là, avec leurs pratiques et leurs revendications citoyennes. Outre une série d'articles en la matière dans la revue *Politique*, et souvent en dialogue avec Bruxelles Laïque, la régionale bruxelloise du CAL, j'ai animé également pas mal de conférences sur ce thème, notamment au Centre bruxellois d'action interculturelle (CBAl). Tout cela a formé un matériau qu'il m'a semblé utile de consigner dans mon petit essai...

Trois femmes

En quoi cette gauche américaine diffère-t-elle de la gauche européenne ?

Cette appellation a-t-elle un sens au regard de la représentation «spatiale» du positionnement politique à laquelle nous sommes habitués ?

Traduire de façon littérale le terme américain *liberal* est malaisé. Cette notion recouvre beaucoup d'éléments. Les libéraux américains sont d'abord fermement opposés à la droite religieuse et à la droite néoconservatrice, surtout du double point de vue des mœurs et de la géopolitique. Ils mènent, contre eux, une véritable guerre, notamment en plaçant pour des mécanismes non pas de redistribution des richesses, mais de distribution de celles-ci. C'est ce qui a fait d'eux de fervents alliés du président Obama dans son combat pour la réforme des soins de santé. La gauche européenne —qui se focalise, elle, surtout, sur la régulation de l'économie— apparaît comme une gigantesque infirmerie du capitalisme : elle s'ingénie à développer toutes sortes de dispositifs pour réparer les dégâts multiformes de la société technologique capitaliste. C'est différent aux États-Unis : la société n'y est pas regardée comme le lieu d'une opposition cardinale entre le capital et le travail, mais comme le terrain d'une course hobbésienne où les plus forts gagnent. C'est ce qui explique que la gauche, là-bas, est favorable à des dotations initiales afin d'égaliser, au départ, les chances de chacun. D'où, notamment, les réflexions de Rawls sur les biens premiers à distribuer à tous. Bien entendu, la gauche *made*

LES LIBÉRAUX AMÉRICAINS SONT FÉROCEMENT OPPOSÉS À LA DROITE RELIGIEUSE ET À LA DROITE NÉOCONSERVATRICE, SURTOUT DU DOUBLE POINT DE VUE DES MŒURS ET DE LA GÉOPOLITIQUE.



1 Pierre Ansay, *Nouveaux penseurs de la gauche américaine*, Bruxelles, Côté livres, 2011, 192 p., 19 euros.



© Piotr Bizio - Fotolia.com

■ L'Espace du Nouveau Monde est si grand, si dilaté que chacun a le choix : s'opposer ou partir...

Pulsion reptilienne

La figure dominante de ce paysage intellectuel est celle de John Rawls...

Rawls est un immense auteur : c'est le Marx ou le Rousseau du XX^e siècle ! Son œuvre est considérable et son impact intellectuel, gigantesque...

Qu'est-ce qui fait l'originalité de sa pensée ?

D'abord, Rawls légitime les inégalités de répartition si elles profitent davantage aux défavorisés : une société

Rawls est un «chic type», mais aussi : parce que, cher-

chant à la prolonger, toutes

ces critiques s'appuient sur

sa pensée pour exister...

C'est notamment le cas d'un

immense auteur à qui j'ai

consacré un long chapitre,

Amaritya Sen, dont l'œuvre

s'appuie sur sa confron-

tation avec Rawls pour se

construire.

**POUR LES LIBÉRAUX,
L'HOMME, AU CONTRAIRE, SE CHOISIT,
INVENTE SON IDENTITÉ
EN S'ARRACHANT À SES DÉTERMINATIONS
ORIGINELLES : SON INTELLIGENCE EST
LIBRE D'ATTACHES**

bien ordonnée, dit-il, permet aux plus pauvres de bénéficier d'un panier plus grand lorsque les riches sont bien rémunérés. Autrement dit, plus le gâteau est grand, plus la part des pauvres sera aussi, à tout le moins en valeur absolue : si les riches ne peuvent pas s'enrichir ici, ils iront le faire ailleurs ! Cette idée, je l'admets, peut être tout à fait choquante pour nous, Européens...

Deuxième grande idée de Rawls : le primat de la liberté individuelle qu'il convient de maximiser. C'est très américain. Pour eux, nous dirions que cette liberté est *onbespreekbaar* (NDLR : non négociable)...

Troisième trait caractéristique : distribution plutôt que redistribution. Bref, priorité à l'égalité des chances. S'ajoutent à ces principes fondateurs quelques autres éléments typiques. Notamment le fait que, pour Rawls, les critères pour évaluer si une société est bien construite sont leur jonction entre l'intuition morale spontanée et les grands principes qu'il nous propose. Ceci renvoie à la notion d'équilibre réflexif entre les principes de justice adoptés au niveau d'une société et les contraintes qui animent le comportement individuel de ses membres : les citoyens de Rawls sont des citoyens du juste et certainement pas des citoyens du bien.

En 2003, François Cusset publiait un essai intitulé *French theory* dans lequel il brossait un portrait des mutations de la vie intellectuelle américaine provoquées par les travaux des philosophes français de l'après-structuralisme marginalisés dans leur propre pays comme Michel Foucault, Jacques Derrida, Gilles Deleuze etc. Selon Cusset, ces travaux auraient fourni le socle théorique sur lequel ont pu s'épanouir, contre la régression des années Reagan, les *cultural studies*, les *gender studies* et les études multiculturelles. La pensée des auteurs que vous passez en revue dans votre livre a-t-elle dès lors quelque chose à voir avec cette «théorie française» ?

Je ne suis pas spécialiste en la matière, néanmoins, je connais assez bien la pensée de Gilles Deleuze et de Michel Foucault et, à mon sens, les nouveaux penseurs américains que j'évoque ont peu à voir avec eux. Certes, parmi eux, il y a trois femmes, Susan Moller Okin, Martha Nussbaum et Nancy Fraser qui, toutes, posent la question de la reconnaissance, de la justice, de la filiation avec Susan Moller Okin, par exemple, étend la question de la justice à la sphère privée. Le mariage et la famille, soutient-elle, sont la matrice de la citoyenneté : une société juste viendra de familles où l'on est éduqué à ce qui est juste. Sans doute y a-t-il là une certaine filiation avec les Français : les *cultural studies* qui cherchent à trancher la question de savoir s'il faut accepter ou refuser les gens dans leur identité culturelle, s'il faut être ou non ouvert à leur différence font, par exemple, songer aux écrits de Derrida sur l'hospitalité. Néanmoins, je ne suis pas un familier des œuvres de ce philosophe : ma tradition est davantage celle du marxisme analytique¹. Or, à cet égard, il me paraît clair que bon nombre des penseurs libéraux américains dont je parle, lorsqu'ils traitent de la question de la reconnaissance d'autrui, font retour au premier Marx : au Marx penseur de l'aliénation, plutôt qu'au Marx penseur de l'exploitation.

2 Courant de pensée développé dans les années 80, le marxisme analytique critique qui propose une approche transnationale des cultures vernaculaires.

3 Courant de pensée développé dans les années 80, le marxisme analytique critique qui propose une approche transnationale des cultures vernaculaires.

Cela relève un peu du *wishfull thinking*, non ?

Les citoyens de Rawls, de fait, sont des *gentlemen*. La pulsion reptilienne d'accaparement dont parle le philosophe néolouvainiste Christian Arnsperger, notamment, est absente de ses réflexions. Cette spécificité n'apas manqué de soulever, contre Rawls, d'immenses critiques : à un titre ou à un autre, tous les penseurs que je présente se confrontent d'ailleurs à lui ! Mais ces critiques, toujours, sont respectueuses. Non seulement parce que, sur le plan personnel, John Rawls est un «chic type», mais aussi : parce que, cher-

chant à la prolonger, toutes ces critiques s'appuient sur sa pensée pour exister... C'est notamment le cas d'un immense auteur à qui j'ai consacré un long chapitre, Amaritya Sen, dont l'œuvre s'appuie sur sa confrontation avec Rawls pour se construire.

Outre-Atlantique, la communauté est une notion essentielle. L'axe conflictuel de la pensée américaine est moins l'opposition gauche/droite, mais certainement l'opposition libéraux/communautariens : certains libéraux américains sont des hommes de gauche, mais il y a des hommes de gauche aussi chez les communautariens.

Quel sens faut-il, dans le contexte américain, donner à cette notion de communautarisme ?

Tahar Ben Jelloun dit que tout émi-gré emporte avec lui ce qu'il appelle sa «mallette invisible», c'est-à-dire tout ce qui fait sa culture. La société américaine est une société d'immigration par excellence. La question de savoir ce qu'il faut faire de cette «mallette invisible» qu'on a amenée avec soi y revêt donc une très grande importance. Pour les communau-

tariens, aucun développement personnel n'est possible si l'on n'est pas adossé à une communauté morale et culturelle : c'est cette communauté qui, seule, nous permet de découvrir notre identité. Pour eux, une citoyenneté juste est donc adossée à une citoyenneté communautaire. Pour les libéraux, l'homme, au contraire, se choisit, invente son identité en s'arrachant à ses déterminations originelles : son intelligence est libre d'attaches. On retrouve là l'idée sartrienne que l'existence précède l'essence : la personnalité de l'individu est pure invention de lui-même.

Quels sont les penseurs de la gauche américaine dont vous recommanderiez la lecture ?

Je choisirais deux femmes. Sur l'interculturalité et la multiculturalité, Nancy Fraser, auteur très accessible, dit des choses essentielles pour nous aider à voir clair dans les questions que nous pose l'immigration. Avec Axel Honneth, elle réfléchit sur la reconnaissance : nous devons, dit-elle, migrés qui débouche sur le repli communautaire, mais leurs capacités. Je pointerai ensuite Susan Moller Okin, très compréhensible, elle aussi.

Quel sens faut-il, dans le contexte américain, donner à cette notion de communautarisme ?

Tahar Ben Jelloun dit que tout émi-gré emporte avec lui ce qu'il appelle sa «mallette invisible», c'est-à-dire tout ce qui fait sa culture. La société américaine est une société d'immigration par excellence. La question de savoir ce qu'il faut faire de cette «mallette invisible» qu'on a amenée avec soi y revêt donc une très grande importance. Pour les communau-

tariens, aucun développement personnel n'est possible si l'on n'est pas adossé à une communauté morale et culturelle : c'est cette communauté qui, seule, nous permet de découvrir notre identité. Pour eux, une citoyenneté juste est donc adossée à une citoyenneté communautaire. Pour les libéraux, l'homme, au contraire, se choisit, invente son identité en s'arrachant à ses déterminations originelles : son intelligence est libre d'attaches. On retrouve là l'idée sartrienne que l'existence précède l'essence : la personnalité de l'individu est pure invention de lui-même.

Quels sont les penseurs de la gauche américaine dont vous recommanderiez la lecture ?

Je choisirais deux femmes. Sur l'interculturalité et la multiculturalité, Nancy Fraser, auteur très accessible, dit des choses essentielles pour nous aider à voir clair dans les questions que nous pose l'immigration. Avec Axel Honneth, elle réfléchit sur la reconnaissance : nous devons, dit-elle, migrés qui débouche sur le repli communautaire, mais leurs capacités. Je pointerai ensuite Susan Moller Okin, très compréhensible, elle aussi.

Vous dites conserver une certaine méfiance pour la philosophie libérale de gauche. Pour quelles raisons ?

d'être, la révolution, inévitablement, débouche sur la dictature. Et à cet égard, les libéraux de gauche ont des choses à nous dire. Bref, d'un point de vue politique, la confrontation intellectuelle des libéraux de gauche et des communautariens est fructueuse.

Quel regard un marxiste porterait-il sur les réflexions de ces nouveaux penseurs de la gauche américaine ?

C'est très simple : il reprocherait aux uns comme aux autres de ne pas prendre la lutte des classes en compte. La gauche américaine signe une réflexion sans référence aucune au conflit entre le capital et le travail. Et cela a à voir avec l'importance qu'a prise, là-bas, la géographie. L'espace, au Nouveau Monde, est si grand, si dilaté que chacun, *de facto*, en cas de conflit social, a le choix : s'opposer ou partir. S'en aller. Prendre la route. Aller on the road...

C'est ce qui explique que la lutte des classes soit si peu prégnante en Amérique du Nord. Les Américains ne sont pas comme ces derniers communards de 1871 coincés par les Versaillais, le dos à ce qui deviendra le mur des Fédérés du cimetière du Père-Lachaise : aux USA, on peut «faire défection» comme dit Albert Hirschman et partir... on the road again, comme *Thelma et Louise*, ce film magnifique qui récupère, pour les femmes, le grand défi tragique des *desperados*...

Vous dites conserver une certaine méfiance pour la philosophie libérale de gauche. Pour quelles raisons ?

Je choisirais deux femmes. Sur l'interculturalité et la multiculturalité, Nancy Fraser, auteur très accessible, dit des choses essentielles pour nous aider à voir clair dans les questions que nous pose l'immigration. Avec Axel Honneth, elle réfléchit sur la reconnaissance : nous devons, dit-elle, migrés qui débouche sur le repli communautaire, mais leurs capacités. Je pointerai ensuite Susan Moller Okin, très compréhensible, elle aussi.

Vous dites conserver une certaine méfiance pour la philosophie libérale de gauche. Pour quelles raisons ?

Je choisirais deux femmes. Sur l'interculturalité et la multiculturalité, Nancy Fraser, auteur très accessible, dit des choses essentielles pour nous aider à voir clair dans les questions que nous pose l'immigration. Avec Axel Honneth, elle réfléchit sur la reconnaissance : nous devons, dit-elle, migrés qui débouche sur le repli communautaire, mais leurs capacités. Je pointerai ensuite Susan Moller Okin, très compréhensible, elle aussi.

Vous dites conserver une certaine méfiance pour la philosophie libérale de gauche. Pour quelles raisons ?

L'ENTRETIEN DE FRÉDÉRIC SOUMOIS AVEC JEAN-MARIE PELT

«Le darwinisme pur n'explique pas l'évolution de la nature»

POUR LE SPÉCIALISTE DE LA SEXUALITÉ DES PLANTES, LA SEULE ÉVOLUTION SELON DARWIN NE PEUT EXPLIQUER COMMENT A PROGRÉSSÉ LA NATURE BIEN AVANT L'APPARITION DE L'HOMME SUR TERRE. IL DÉVOILE DES CHAÎNONS MANQUANTS DE CETTE ÉVOLUTION. ET CONTESTE QUE LE DARWINISME IMPLIQUE NÉCESSAIREMENT L'ATHÉISME, EN DISTINGUANT MYTHES FONDATEURS ET SCIENCE PURE.



Jean-Marie Pelt.

Le professeur Jean-Marie Pelt a créé en 1971 l'Institut européen d'écologie. Virulent opposant aux OGM, il vient de publier une synthèse sur l'évolution appliquée au monde végétal*.

Espace de Libertés : Jean-Marie Pelt, certains verront dans votre thèse une mise en cause de Darwin. Vous affirmez que vous confortez sa démarche originale...

Jean-Marie Pelt : Il y a dans le darwinisme une école de stricte obédience où tout est dit, où l'on a tout trouvé, et où l'on met sur un plan d'égalité l'évo-

lution, le darwinisme et l'athéisme. Or, l'évolution a été découverte avant Darwin, même si c'est lui qui lui a donné ses lettres de noblesse, notamment par Lamarck, transformiste, mais aussi par d'autres savants. Darwin, qui avait gardé de nombreuses questions ouvertes dans ses écrits, est devenu «logiquement» athée parce qu'on ne savait pas à l'époque que l'écriture sainte était en fait un mythe repris de mythes beaucoup plus anciens. Si on traite la Bible comme une vérité scientifique, elle n'est pas admissible. Mais ce n'est pas ce qu'elle est... Les mythes

fondeurs, Bible ou Coran, nous

apprennent qu'il y a un dieu créateur. Mais ce n'est pas la science qui va nous expliquer comment cela fonctionne. Les textes sacrés s'attachent à une synthèse sur l'évolution aux «pourquoi». Et la science, aux «comment». Chacun met ensuite sur le concept de «Dieu» ce qu'il désire. Personnellement, j'y mets le créateur et la personnalité de Jésus, le visage humain de Dieu.

Vous introduisez le concept d'associativité dans l'évolution biologique. Comment le définir simplement ?

Avez-vous remarqué qu'on ne prend jamais d'exemples issus du monde végétal quand on veut expliquer ce qu'est l'évolution darwinienne selon le principe de la sélection ? On se focalise sur l'animal et on oublie une partie essentielle de la vie. L'associativité est une idée facile à comprendre : à partir d'éléments très simples, qui s'associent, on obtient des éléments plus complexes qui ont des propriétés nouvelles. Prenons un exemple : si vous mettez ensemble du chlore, un élément très corrosif et très toxique, et du sodium, un métal mou qui expose à l'air, cela donne du

Pour le dire en d'autres mots, la vie n'a pu naître d'une loterie gigantesque où toutes les solutions sont essayées et où seules celles qui sont bénéfiques survivent. Les chances que ces maillons, des nucléotides, se mettent dans le bon ordre dans la mer primitive il y a 3,5 milliards d'années sont quasi nulles. Pour l'évaluer, il s'agit de lancer une flèche dans une cible d'un centimètre carré située à treize milliards d'années-lumière. On ne peut donc toujours pas expliquer l'origine de la vie et il faut se tourner vers d'autres hypothèses.

Comment étoffez-vous cette hypothèse ?

Cet ADN est un élément essentiel des bactéries, lesquelles sont déjà très complexes et performantes. Celles-ci se combinent entre elles pour donner des cellules à noyau, dont nous sommes fabriqués, ainsi que les plantes. A chaque étage, de nouvelles propriétés apparaissent. Nous sommes nous-mêmes des organismes pluricellulaires et nous formons nous-mêmes des associations, des sociétés, dont les propriétés sont différentes des unités qui les composent. Chez les plantes, ce mécanisme se développe de manière surprenante par l'addition de tuniques successives autour de gamètes femelles, qui vont porter la vie quand elles seront fécondées par un spermatozoïde. L'utérus est parfaitement protégé, se blottit dans le ventre. C'est un mouvement qui est constaté dans l'évolution végétale, une piste évolutive majeure, alors qu'on laisse entendre que les choses se font au pur hasard et en désordre. C'est totalement faux. Vous êtes perplexe ? Prenons un exemple. Un chien à 3 ou 5 pattes ne survivra pas, parce que ce n'est pas pratique pour marcher. Mais Christian de Duve montre bien que le hasard ne peut jouer que dans les limites de structures antérieures qui conditionnent la manière dont le hasard sera assimilé ou pas. Ces structures se sont formées très tôt dans l'histoire de la vie, la plupart au début de l'ère primaire pour les animaux. C'est très étrange qu'il n'y ait plus d'invention majeure ensuite. Chez les plantes, l'invention de l'ovule est plus tardive. Elles ont continué à inventer plus tard que les animaux. La nature fait parfois des sauts, mais n'en

laisse pas nécessairement de traces ; elle n'est pas linéaire.

Est-ce que *L'aventure des plantes, cette série télévisée qui faisait «vivre» les plantes en utilisant des images accélérées, n'a pas contribué à ce doute sur le darwinisme «pur» ?*

C'est vrai que j'ai commencé à me poser des questions à cette époque. Cette série a montré que les plantes étaient des vrais êtres vivants, pas des choses. On les a vues bouger, s'épanouir, se développer. Elles se sont exprimées par elles-mêmes. Ces images démontaient qu'au-delà de la sélection naturelle, de la mutation au hasard, et de la sélection sexuelle, il y a d'autres mécanismes, comme celui de la miniaturisation des fleurs, qui va à l'encontre de ce qui est le plus attendu. Miniaturiser, c'est comme mettre des panneaux solaires sur les toits ou des éoliennes : ce sont de plus petites structures que des centrales nucléaires. C'est comme dans le cas de la marguerite : les fleurs élémentaires sont fixées sur un réceptacle bombé, entouré par un système de petites feuilles protectrices qui le recouvrent avant son épanouissement. Suivent des fleurs externes dites «ligules» où la corolle est une longue lame blanche, comme un pétale. Si on se rapproche du centre, on trouve des fleurs de petite taille, très denses. Leur corolle forme un tube long mince et jaune cachant cinq étamines. Mais c'est beaucoup plus complexe qu'une fleur simple. Ce sont des fleurs nombreuses regroupées, qui se spécialisent selon leur fonction : à l'extérieur, attractives et stériles ; à l'intérieur avec une fonction reproductive. Et chaque étage de la spirale représente un palier de complexité supérieur au palier précédent. Comme dans une organisation sociale ! On est bien là dans l'associativité.

Chose étonnante : pour vous, l'herbe est plus complexe que l'arbre !

En Europe, il y a 50 espèces d'arbres, pour 50 000 sous les Tropiques. Ceux qui sont en Europe doivent absolument perdre toutes leurs feuilles en même temps à l'automne, puisque quand le sol est gelé, ils ne peuvent plus puiser de l'eau par les racines et donc mourraient si les feuilles restaient en place. Se débarrasser à temps des

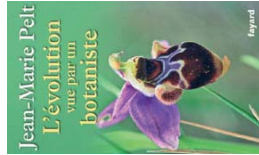
organes qui transpirent est une performance qu'on ne réussit qu'un nombre limité d'arbres. Pendant la glaciation, il n'y avait plus d'arbres et ils n'ont pas pu franchir la Méditerranée. Tandis que l'herbe, elle, se protège dans le sol sous forme de graine et attend qu'il fasse beau. Voilà pourquoi il y a 4 500 espèces de plantes annuelles en France, dont la majorité sont des herbes, pour seulement 50 espèces d'arbres. Cela va tout à fait dans le sens des énergies renouvelables, c'est l'application humaine de ces principes.

Au passage, vous donnez aussi la mesure de la modestie que doit avoir la science. Avec l'exemple de la théorie de Marquell, refusée d'abord par quinze revues scientifiques de haut niveau. Et qui, aujourd'hui, fait référence...

La science doit être ouverte et non calaisée sur les pistes à la mode. Personne ne cherche par exemple à savoir comment fonctionne la symbiose, l'inverse du parasitisme. Dans la symbiose, les deux espèces se rendent mutuellement service, un poisson enlève un parasite à une espèce qui le nourrit. La nature n'est pas que de la compétition, mais aussi de la coopération, de la solidarité, de la symbiose, de la mutualité. Même sans conscience.

Est-ce applicable à l'humain ?

On devrait ! On remplacerait le capitalisme par le mutualisme, par une économie sociale et solidaire, sans dividendes ni actionnaires. On change de système et il n'y a plus de milliardaires. Il reste des gens riches et pauvres, mais plus avec des abîmes qui séparent les plus riches des plus pauvres. Abîmes qui ont produit la crise et qui ont bien failli entraîner l'effondrement du système. On a tous eu très peur, mais la vague passée, on a tout reconstruit comme avant... Il faut être écologiquement correct et mettre un frein à cette mode du futile et de l'inutile. Il y a tellement de riches et de très riches, ce qui permet à Bernard Arnault de devenir l'homme le plus riche d'Europe en ne vendant que du luxe et du superflu à des gens riches. Cela, il faut le changer... Il faut que les besoins élémentaires soient acquis pour tout le monde et qu'en outre, une certaine sobriété prenne sa vraie valeur. ■



* Jean-Marie Pelt, *L'évolution vue par un botaniste*, Paris, Fayard, 2011, 320 p., 17 euros.

© Edyta Pawlowska/Fotolia.com

l'expliquer.



ALEXIS DOUTAIN

Stratégies vaticanes

LES PAYS MEMBRES DE L'ORGANISATION DE LA CONFÉRENCE ISLAMIQUE (OCI) AVAIENT DÉVELOPPÉ CES DERNIÈRES ANNÉES DES ACTIONS VISANT À DÉFENDRE LES PRINCIPES DE LA RELIGION MUSULMANE AU SEIN DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES COMME L'ONU¹. JUSQU'ICI OBSERVATEUR DE CES AFFRONTEMENTS, LE VATICAN A MIS EN PLACE UNE NOUVELLE STRATÉGIE, À VISAGE PLUS OU MOINS DÉCOUVERT CETTE FOIS.

Deux exemples. Lors de la dernière réunion de la Commission du statut de la femme (New-York, 22 février-4 mars), alors que le thème de la session était apparemment « sans grand enjeu² », les conclusions ont servi de champ de bataille au Saint-Siège (directement et par l'entremise de quelques États africains favorables) qui a cherché à revenir sur certains des acquis progressistes de la Déclaration de Beijing³. En particulier le Vatican, fidèle à son homophobie, est allé jusqu'à tenter de remettre en cause l'usage du terme *gender* ou du moins à exiger que soit bien précisé que l'usage de mot était dénué de toute connotation LGBT⁴.

Étonnés d'une telle pugnacité de la part de pays africains généralement plus consensuels, les participants ont appris qu'en janvier dernier une trentaine d'experts « droits de l'homme » des missions africaines auprès des Nations unies ont été invités, tous frais payés, à un séminaire en Arizona organisé par une des associations américaines les plus conservatrices, Family Watch International. Une véritable formation leur y a été donnée sur la manière de défendre leurs positions sur la famille, les droits sexuels et reproductifs et la question LGBT lors des prochaines commissions et de la rencontre HIV-sida.

Second exemple, la création, le 25 février 2010, d'une fondation consacrée au dialogue entre l'Église et les agnostiques ou athées à l'initiative du Conseil pontifical de la culture. Le président de cette fondation, Mgr Gianfranco Ravasi, a précisé que cette fondation — qui porte le nom de Parvis des gentils — est une « première concrétisation » de l'appel de Benoît XVI, lancé le 21 décembre 2009 devant la Curie romaine, à un « dialogue renouvelé avec les hommes et les femmes qui ne croient pas mais qui veulent s'approcher de Dieu ».

L'objectif principal du Parvis des gentils, est de « créer un réseau de personnes agnostiques ou athées qui acceptent le dialogue et entrent en tant que membres de la fondation et, par conséquent, *(du) dicastère* », a expliqué Mgr Ravasi. Apparemment, cette idée ne pose aucun problème sauf qu'en mars dernier, la première initiative de ce nouveau forum fut organisée à, et avec le soutien de, l'Unesco sur le thème de « Deux jours d'échanges et de dialogues entre croyants et non croyants » !

De dialogue, il n'en fut pas question puisque, lors de la séance académique, sur les huit intervenants, les participants en entendirent sept chrétiens catholiques⁵ et un (l'ambassadrice du Royaume du Maroc) sensé représenter une autre culture religieuse et qui évoqua le « rôle décisif que tiennent et qu'ont à tenir encore davantage les femmes dans la société ». Ce qui s'appelle prendre la tangente !

Voilà donc comment, le Vatican est entré dans la maison de l'Unesco pour y faire son *show* et sa propagande ! C'est ce qui s'appelle piéger l'institution ! Et

tout cela parce que le Vatican joue sur l'ambiguïté de son statut qui lui permet, parce qu'il est un État [!], de proposer des actions au sein des organisations internationales. Un dialogue raté, mais un entrisme réussi !

Ces deux exemples montrent qu'une stratégie a été élaborée et que face à elle, les organisations multilatérales sont bien démunies. Il n'est même pas certain que les pays de l'Union européenne progressistes sur les questions de l'éthique, de la sexualité, de la liberté individuelle et de presse se rendent tous compte du danger. La Belgique peut agir dans ce cadre. Lors d'une récente et constructive rencontre du Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères Steven Vanackere et du ministre de la Coopération au développement Olivier Chastel avec Michelle Bachelet, directrice exécutive d'ONU Femmes — l'entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes — la Belgique s'est engagée à ce que l'intégration transversale de la dimension de *gender* constitue une priorité pour les Affaires étrangères belges comme pour la Coopération au développement.

Des engagements comme celui-là suffisent-ils face à la machine mise en route par les religions ? La vigilance, l'édification de stratégies avec ceux pour qui ces questions revêtent une importance essentielle, est plus que jamais une urgence. ■

Des engagements comme celui-là suffisent-ils face à la machine mise en route par les religions ? La vigilance, l'édification de stratégies avec ceux pour qui ces questions revêtent une importance essentielle, est plus que jamais une urgence. ■

Des engagements comme celui-là suffisent-ils face à la machine mise en route par les religions ? La vigilance, l'édification de stratégies avec ceux pour qui ces questions revêtent une importance essentielle, est plus que jamais une urgence. ■

ITALIE : AFFAIRE LAUTSI

L'impartialité des écoles publiques crucifiée

PIERRE-ARNAUD PERROUTY

Si le résultat était attendu, l'ampleur de la majorité l'était moins. Ainsi donc, sur les dix-sept juges qui composaient la Grande Chambre de la Cour européenne des droits de l'homme, il ne s'en est trouvé que deux pour trouver que les crucifix n'ont pas leur place sur les murs des écoles publiques italiennes. Le 18 mars dernier, dans ce qui constitue un spectaculaire revirement, la Cour a estimé que la présence des crucifix ne violait pas le droit des parents athées d'éduquer leurs enfants selon leurs convictions philosophiques.

On ne rappellera pas ici les faits. À la suite du premier arrêt par lequel la Cour avait condamné l'Italie à l'unité des sept juges, les réactions s'étaient multipliées : depuis le Vatican jusqu'à Malte ou la Russie, en passant par le Parlement européen, nombreux sont ceux qui avaient, dans des termes plus ou moins choisis, « invité » la Cour à ne pas se mêler des « affaires intérieures de l'Italie », au nom d'un principe de subsidiarité sacralisé pour l'occasion. D'ailleurs, fait sans précédent, dix États étaient intervenus à la cause devant la Grande Chambre pour soutenir l'Italie, dans une sorte de « sainte alliance » revisitée entre États catholiques et orthodoxes (Arménie, Malte, Lituanie, Saint-Marin, Monaco, Russie, Grèce, Bulgarie, Roumanie et Chypre). Bref, les pressions sur la Cour étaient énormes.

Se demander dans quelle mesure la Cour a été perméable à ces pressions relève de la spéculation. Mais les arguments qu'elle a utilisés sont connus et laissent perplexes. La Cour a essentiellement mobilisé deux argumentations. Premièrement, elle s'est employée à minimiser l'importance du crucifix. Après avoir souligné que celui-ci représentait « *avant tout un symbole religieux* » — ce qui peut paraître évident mais le gou-

vernement italien défendait sa valeur culturelle et l'érigeait en symbole des « principes et valeurs qui fondent la démocratie et la civilisation occidentale » —, la Cour estime qu'il s'agit d'un « symbole essentiellement passif ». Poursuivant le raisonnement, la Cour relève qu'il n'y a aucune preuve que les crucifix aient une influence sur les élèves ; il ne s'agit donc pas de prosélytisme ni d'endoctrinement. Ceci appelle plusieurs remarques. Tout d'abord, il est pour le moins curieux pour une école de placer sur les murs de toutes les classes un symbole qui n'aurait aucune influence sur les élèves. Ensuite, la Cour utilise cette expression — « symbole essentiellement passif » — pour distinguer cette affaire de l'affaire Dahlab rendue contre la Suisse en 2001^{*}. Dans cette affaire, la Cour avait estimé que le boudin porté par une enseignante était au contraire un « signal extérieur fort » qui pouvait avoir une influence sur de jeunes élèves et que la Suisse était dès lors fondée à l'interdire. Enfin, l'adjonction d'un adjectif (« essentiellement ») laisse songeur et sous-entend que ce symbole pourrait être accessoirement actif (let donc « fort » ?) et, par conséquent, exercer tout de même une certaine influence sur de jeunes esprits.

Le deuxième registre d'arguments concerne la marge d'appréciation laissée aux États par la Cour dans certains cas. En effet, sur certaines questions sensibles qui domment lieu à de forts clivages en Europe — typiquement, le port de signes religieux à l'école, l'avortement ou le mariage homosexuel —, la Cour laisse une certaine marge de manœuvre aux États, mieux placés pour évaluer, à l'aune de leur histoire, comment régler cette question dans leur droit interne. C'est ce qui permet par exemple à la France et à l'Italie de maintenir des législations diamétralement opposées sur cette

question des signes religieux dans les écoles publiques. Mais cette marge de manœuvre n'est pas illimitée et, dans tous les cas, la Cour opère un contrôle marginal pour s'assurer que les États respectent la Convention européenne des droits de l'homme, même au nom de leur tradition. En l'espèce, la Cour s'est donc retranchée derrière la marge d'appréciation de l'Italie.

Au final, cet arrêt porte un coup dur au principe d'impartialité des écoles publiques. L'avenir dira si ce revirement est appelé à se maintenir, voire à s'amplifier. Le risque, à terme, c'est que la laïcité politique ne soit considérée que comme une opinion philosophique parmi d'autres, certes respectable et digne de protection, mais qui ne saurait s'imposer aux visions religieuses. C'est la conception même de l'État de droit qui est en jeu. Célébrant l'arrêt, Grégor Puppinck, directeur de la très efficace et très évangélique organisation European Centre for Law and Justice écrivait ceci : « *Mon souhait (...) était que l'axe politique Rome-Moscou constitué à l'occasion de cette affaire puisse venir renforcer le rapprochement entre l'Église catholique et le Patriarcat de Moscou. Je suis convaincu que cet axe est susceptible de modifier en profondeur la géopolitique européenne* ». Le programme a le mérite de la clarté. ■

Sciences et croyances, les actes

En novembre 2010, le CAL organisait au Parlement européen une journée de colloque sur la place de la démarche scientifique en Europe. Les actes de ce colloque « Sciences et croyances » sont dès à présent disponibles.

Prix promotionnel de 8 euros jusqu'à 31 mai

Point Info Laïcité, rue de la Oix de fer, 60-62 à 1000 Bruxelles – tél. 02 201 63 70 – pointinfo@laicite.net ou par virement au compte du CAL (BE16 2100 6247 9974 – GEBABEBB), en indiquant « Sciences et croyances » en communication (frais de port offerts) – TVA.

Voir aussi l'éditional « Lautsi, c'est fini » de Jean De Bruker (Espace de Libertés n° 396, avril 2011).

* Arrêt Lucia Dahlab c. Suisse, 15 février 2001.



VINGT ANS APRÈS LA FIN DE L'URSS (2)

Parfums des années glasnost

JEAN-MARIE CHAUVIER

GLASNOST¹ ? ON TRADUIT PAR « TRANSPARENCE » OU « PUBLICITÉ ».

À L'ORIGINE DU MOT : GLAS OU GOLOS (LA VOIX), LE VERBE GLASIT (LE FAIT DE RENDRE PUBLIC). LA GLASNOST, D'ABORD PAROLE ACCORDÉE AU PEUPLE (PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PCUS²

DEPUIS MARS 1985, MIKHAIL GORBATCHEV), PUIS PAROLE PRISE SANS PERMISSION, BALAYE LES INTERDITS, LES PEURS, LES TABOUS QUE LE MOUVEMENT CULTUREL GRIGNOTAIT DE LONGUE DATE³.

En avril 2011, une jeune journaliste, Elena Iampolskaïa, évoque les romantiques années 60 qu'elle n'a pas vécues : « N'était-ce pas la *Renais-sance soviétique* ? » L'n'en reste, dit-elle, que « des films et des chansons ». Leur aurait succédé des temps de dureté et d'égoïsme⁴. Mais n'y a-t-il pas, pour chaque temps révolu, des souvenirs et des regrets, « des films et des chansons » ?

Yusotski, Tarkovsky et les autres

Le 25 juillet 1980 meurt le chanteur Vladimir Vyssotski. Dans la voix éraillée de son blues soviétique, des gens de toutes conditions et générations entendaient l'écho de leurs douleurs, de leurs rages, de leurs pites. Tel l'alpiniste qui, arrivé au sommet, se retourne et regarde « la peur rouler dans le ravin ». Voix entendue au théâtre d'avant-garde de la Taganka, au cinéma, en concerts, elle ne passait jamais à la radio ou à la télé. Mais les « chefs » écoutaient en privé, subjugués. Les funérailles de « Volodia » furent la première manifestation d'une glasnost non déclarée.

C'était un temps où la chanson d'auteur, la littérature, la poésie, le théâtre jouissaient des ferveurs d'un immense public. La culture littéraire et scientifique était forte et prestigieuse.

Les intellectuels avaient appris à lutter avec la censure. Mais certains

étaient encore condamnés à l'enfermement, assignés à résidence, tel le physicien dissident Andreï Sakharov⁵, ou contrainsts à l'exil, tel l'écrivain Alexandre Soljénitsyne ou le cinéaste Andreï Tarkovski (qui a réalisé *Stalker* en 1979, avant de s'installer en Italie) il pas restitué à sa force subversive originelle ?

Valentin Raspoutine, leader de la

«littérature villageoise», signe un roman qui inspire le film d'Eïem Klimov *Adieu à Matiora*. Le sujet : un village doit être englouti par un lac



■ Moscou - Années 80.

artificiel. C'est la parabole de la civilisation paysanne en phase terminale. Une contestation a lieu, contre l'abandon de milliers de villages déclarés « sans perspectives ».

En 1983, le cinéaste Roland Bykov, dans *L'épouvantail*, met en scène les malaises de l'adolescence. Thème

porteur, à l'heure du débat sur la réforme du système scolaire. Le film s'achève aux accents de *Rock around the clock* de Bill Haley. La vedette pop Alla Pougatcheva chante alors « les vieilles pendules » qui ne s'arrêtent jamais et hurle, l'air de ne parler que pour elle, « la *oustalaï*, je suis fatiguée ». Les groupes rock, Machina Vremeni, Kino, Tchiornyi Kofe, Nautilus Pompilius, rythment les impatiences de la jeunesse, reculant sans cesse les barrières du conformisme officiel.

Mai 1985 : les 40 ans de la victoire sur le fascisme inspirent des regards neufs sur l'épreuve de 1941-1945. Les écrivains Alès Adamovitch et Danil Granine ont enquêté sur le

quotidien des assiégés des 900 jours de blocus de Leningrad, sur Khатыn et les milliers de villageois biélorusses brûlés par les nazis, thème d'un autre film d'Eïem Klimov⁶. Le théâtre de la Taganka adapte l'œuvre de Svetlana Aleksievitch, *La guerre n'a pas visage de femme*⁷. Les jeunes filles de l'avant-guerre dialoguent avec les femmes qu'elles sont devenues « xaprés ». Saisissant. La guerre ? C'est désormais un sujet de débats, qui s'aiguise 25 ans plus tard, à l'approche des 70 ans de l'invasion hitlérienne de l'URSS, ce 22 juin 2011. Le rôle de Staline, à son tour, nourrit une controverse de plus de vingt ans et qui, de nos jours, rebondit⁸.

Été 1985 : Festival mondial de la jeunesse. La « dernière grande fête » à Moscou. La dernière ? C'est dit après coup. L'occasion d'exhiber les prouesses des collectifs d'art amateur où excelle le pays soviétique. Et d'échanges Est-Ouest féconds mais tumultueux.

Peu après, un spectacle *Brel* monté par l'« Esprit frappeur » avec des chanteurs belges, dont Claude Maura, accomplit une belle tournée.

À la fois 1789, 1917 et mai 68 !

Prends la parole ! et *La Dictature de la science* sont à l'affiche des théâtres. Artistes et intellectuels rencontrés en 1984-1987 me paraissent joyeux et surpris. De plus jeunes

inventent des genres inédits : journalisme d'investigation, télévision des débats et du direct, reportages de « choc ». À Tchernobyl, le 26 avril 1986, c'est le sacro-saint « progrès » qui reçoit le coup de grâce.

C'est une parenthèse très rare dans l'histoire : la censure d'État s'en va, celle de l'argent n'est pas encore arrivée ! Dès l'aube, les foules se pressent aux kiosques à journaux. Un hebdomadaire très sérieux tire à 34 millions d'exemplaires, un record mondial ! Livres et films longtemps « retenus » sortent en cascade. « Nous vivons en même temps 1789, 1917 et mai 68 », disent les enthousiastes⁹.

Leningrad¹⁰, en 1987-1988, est la capitale des « informels » : écologistes, clubs politiques, « front populaire », meetings et musiciens de rue. « Rock Club » chez les *komsomols*¹¹. Des squatters ont obtenu de la mairie le droit d'occuper un grand immeuble vide contre la promesse de le restaurer. Ils en ont fait un foyer artistique. J'ai réuni, non sans obstacles, ces militants du changement sur un plateau de *Lentille* (TV Leningrad) pour un débat avec la jeunesse ligénoise. C'est le premier du genre. L'ouverture : péniblement, obstinément¹².

Le PCUS l'a décidé à sa conférence nationale de juillet 1988 : cap sur la démocratisation. À l'inverse, Pékin privilégie l'économie. À Moscou, pas question de capitalisme : d'après les sondages, l'idée ne plaît pas. On désire le Marché mais avec les « acquis du socialisme », la démocratie de base et l'écologie. Le bouillonnant Boris Eltsine se situe à gauche, dénonce les privilèges, renonce à sa linéarité. Les slogans de 1917 resplendissent : « La terre aux paysans, les fabriques aux ouvriers, le pouvoir aux soviets, pour de vrai ! ». La fièvre démocratique atteint son paroxysme avec les élections à candidats multiples, en 1989, des soviets (conseils) et du nouveau Congrès des députés du peuple. Lequel procède à un grand déballage, sous la direction d'un Gorbatchev débordé. Un psychodrame collectif, retransmis à la télévision : rivés à leurs récepteurs, au bureau, à l'usine ou chez soi, des millions de spectateurs, ahuris, en

oublient de travailler. Tandis que *La petite Véra*, le film de Vassili Pichoul, provoque un autre séisme : la jeune vedette, Natalia Negoda, y chevauche sans joie mais hardiment son amoureux. Pourtant, « il n'y a pas de sexe en URSS », s'écrit une dame dans une émission en duplex avec les États-Unis, déclenchant une mémorable hilarité. Elle voulait dire qu'il n'y avait pas de pornographie.

C'est qu'elle ne fréquentait pas les souterrains du métro.

Mais un train peut en cacher d'autres.

La gueule de bois

Dans l'un s'agitent les nationalismes, les hostilités interethniques, les groupes antisémites et fascistes. Dans l'autre, le néolibéralisme gagne la pensée rénovatrice. Les réformes se dans l'impasse. Le niveau de vie se dégrade, les inégalités se creusent, la paupérisation s'étend. Voilà qui explique ce que les Occidentaux ne comprennent toujours pas : l'impopularité dans son propre pays de Mikhaïl Gorbatchev. Pour l'Occident, l'essentiel est le départ des Soviétiques d'Allemagne et d'Europe centrale. Mais pour les militaires et leurs familles rapatriées, c'est la pagaille et l'humiliation. Que disent de ceux qui, au retour de la guerre d'Afghanistan en 1988, mutilés et abandonnés, sont contrainsts à la mendicité ?

En cette fin 1989, le système soviétique est ébranlé, le bloc de l'Est se disloque¹³, mais qui voit la fin ? On a encore le sentiment d'une histoire « en état d'apesanteur », imprévisible. Exit les temps d'ivresse, des amis inquiets parlent de *pakhmélié*. La gueule de bois.

Nous sommes à la veille d'un nouveau tournant. Une révolution, la marche arrière, une guerre civile ? À chaque retour à Moscou, des amis m'« informent » de l'imminence d'un coup d'État et de la présence de tanks, déjà, autour de la place Rouge. Je saute dans le métro, j'y vais voir, à la tombée de la nuit. Tous jours rien. ■

7 Ne pas confondre avec Kaly et autres lieux de Russie où furent massacrés les officiers polonais. Kaly est l'un des plus de 600 villages détruits brisés avec leurs populations par les nazis.

8 Va et regarde !, une version française est tirée *Requiem pour un massacre*.

9 J.-M. Chauvier « Le grand débat soviétique sur la guerre et la paix », dans *Le Monde diplomatique*, août 1985.

10 J.-M. Chauvier « Les fanfômes de la place Rouge », dans *Le Monde diplomatique*, avril 2011.

11 « URSS : les voix du changement », dans *la Revue* Nouvelle, septembre 1988.

12 Représenté Saint-Petersbourg en 1991.

13 Les communistes.

14 Ces épisodes firent l'objet d'un « dégonflé » (quod) Liège-Leningrad et de reportages à la RTBF, en collaboration avec Robert Nys et Thierry Michel.

15 Les révolutions en Europe centrale et balkanique ont entraîné la dissolution du pacte de Varsovie...

Immigration:

l'illusion européenne

PASCAL MARTIN

VINGT MILLE, TRENTE MILLE, QUARANTE MILLE... QUI PEUT DIRE QUAND S'ARRÊTERA LE FLOT HUMAIN QUI SE DIVERSE DEPUIS FÉVRIER SUR L'ÎLE ITALIENNE DE LAMPEDUSA ?

La grande majorité de ces migrants sont tunisiens et peu enclins à attendre les bénéfices supposés de la transition démocratique promise au lendemain de la chute de Ben Ali. D'autres ont été poussés à la mer par les combats opposant les insurgés aux troupes de Kadhafi. Et puis, il y a tous ceux qui n'ont pas réussi à atteindre les côtes européennes. Leurs corps gisent, par centaines, par milliers peut-être, dans le fond de la Méditerranée.

Chaque arrivée est un drame en soi. Un jeune Tunisien raconte sa galère quotidienne, ses études qui n'ont débouché que sur le chômage et la précarité. Un Soudanais montre son bras cassé, brisé par la police de Kadhafi. Une femme a perdu une partie de sa famille dans le naufrage de son embarcation, un rafiot aux allures de radeau de la Méduse.

En face, c'est panique à bord. Les ministres européens de l'intérieur et de l'immigration sont en plein cauchemar. Depuis des décennies, l'addition des dictatures et des régimes forts sur le rivage africain de la Méditerranée contenait vaille que vaille les flux migratoires. Il y avait forcément des fuites ici et là, mais avec beaucoup d'argent et peu de transparence, il était toujours possible de jouer, les plombiers. Telle l'Italie de Silvio Berlusconi qui s'était

encanalée avec Kadhafi pour barrer la route de la péninsule aux opposants du dictateur, et plus sûrement aux centaines de milliers de subsahariens venus travailler en Libye dans des conditions proches de l'esclavage.

Mais le Printemps arabe a changé la donne. Et comme à chaque poussée de fièvre migratoire, les Européens se révèlent incapables de gérer de manière concertée la situation. Leur politique commune d'asile et d'immigration n'en finit pas de balbutier. Alors, comme en un réflexe d'autoprotection, chaque État membre défend ses propres intérêts. «*Pourquoi la Belgique devrait-elle aider l'Italie, alors que nous traitons plus du double de demandes d'asile qu'elle ?*», répondait en février dernier par voie de presse le secrétaire d'État belge Melchior Wathelet au ministre italien de l'intérieur, Roberto Maroni, lequel appelait ses partenaires européens à partager le «*fardeau*».

Lisez : que l'Italie commence par tenir ses migrants, et nous verrons.

Défaitisme à tous les étages

Pour mieux rappeler à Rome ses obligations de portier de l'Europe, la France est passée aux actes. Puisque l'Italie est incapable de garder elle-même les migrants tunisiens —comprenez «*puisque* elle les laisse sciemment dévaler vers le nord et plus particulièrement vers l'Hexagone»—, Paris a fait fermer un temps la frontière à Vintimille. Une situation ubuesque qui a renvoyé l'Europe vingt ans en arrière et donné lieu à un combat de coqs di-

«*On n'en est pas encore à regretter ouvertement la chute de Ben Ali et de Moubarak, confie un diplomate, mais si ça continue...*». En off, un ministre de l'immigration se laisse aller : «*Une politique commune en la matière, mais on n'y arrivera jamais...*». Ce défaitisme ne fait que corroborer ce que l'on pressent depuis une dizaine d'années, à savoir que l'Europe n'est pas près de relever le défi migratoire. La confiance entre les États membres reste ici trop aléatoire. L'égoïsme est de mise. L'ap-

proche du phénomène est frileuse, notamment proportionnelle pourrait-on écrire aux intérêts que l'UE pourrait retirer de l'immigration. En terme de travail, de sécurité à ses frontières, de rajeunissement de sa population, etc.

Alors, entre deux crises, les effets d'annonce se multiplient. Untel voit dans l'ouverture de guichets en terre africaine un outil parfait pour traiter les demandes d'asile sans que les candidats aient à affronter les risques de l'émigration. Mais dans quelles conditions ? Un autre préconise le développement économique des régions d'origine des migrants pour les inciter à rester chez eux. Une idée vieille comme les chemins qui attend tous jours des financements. Et cetera, etc.

Alors, l'aute de vision et de volonté politique, les Européens se retranchent derrière Frontex, l'agence européenne de surveillance des frontières extérieures. Un État membre envoie un bateau, un autre prête deux experts. Cette caserne de pompiers antimitigants donne à l'Europe l'illusion de la sécurité et d'une gestion efficace. Mais une illusion seulement. ■



Mauro Semerari/AP

BRÈVES

FAUT PAYER LA TAXE

La taxe sur les transactions financières, on en parle depuis des lustres. Mais cette fois pourrait bien être la bonne. Plus d'un demi-million de pétitions ont été signées pour son introduction et les députés européens ont voté en sa faveur le 8 mars dernier à une large majorité. La proposition, contenue dans un amendement à un rapport présenté par la socialiste grecque Anni Podimata, demande à l'UE d'encourager l'instauration à l'échelle mondiale de cette taxe, que la France souhaite également proposer à l'occasion du G20.

Et en effet, début avril, Nicolas Sarkozy a confié à plusieurs ONG avoir bon espoir d'obtenir l'accord d'un premier groupe de pays, dont l'Allemagne, pour lancer avant la fin de l'année une taxe sur les transactions financières visant à financer l'aide au développement. L'argent des riches servirait ainsi les plus pauvres. Promesse d'avant-présidentielles ? L'avenir le dira. Reste que ce soutien ne serait pas de trop face à la Commission européenne qui n'a visiblement pas l'intention d'embêter le pas aux eurodéputés. À peine le vote du Parlement terminé, le commissaire Smeters (en charge de la fiscalité) a qualifié la taxe de «*prématurée*» et d'«*irresponsable*». Nombre de députés ont réagi en rappelant à l'exécutif européen que leurs voix doivent primer sur celle des lobbies de la finance et des intérêts privés. (Map)

MAMMA NE REMBOURSE PAS

La législation qui encadre l'avortement est décidément menacée de partout. Ainsi en Suisse, l'organisation antiavortement «*Mamma*» (jadis «*Pour la mère et l'enfant*») a lancé une initiative intitulée «*Financer l'avortement est une affaire privée*». Elle demande que «*sous réserve de rares exceptions, l'interruption de grossesse et la rédaction embryonnaire ne soient pas couvertes par l'assurance obligatoire*», que ces coûts soient donc rattachés de l'assurance maladie de base. C'est la dernière trouvaille en date de cette association qui milite depuis les années 90 pour l'interdiction totale de l'avortement. Le non-remboursement de l'IVG découragerait les femmes désireuses d'arrêter leur grossesse. Mamma peut compter avec l'appui de nombreux hommes et femmes politiques issus de la droite catholique et évangélique conservatrice.

Pour ses opposants, cette initiative aurait pour effet de punir les femmes issues des milieux les moins favorisés, avec un risque de recours à des méthodes «*à la journal*» de sinistre mémoire. (Map)

MONSIEUR LEFEBVRE, L'AUTRE...

Le secrétaire d'État français Frédéric Lefebvre a fait le bonheur des ricains pour avoir répondu à un journaliste que *Zadig et Voltaire* était son livre de chevet favori. «*Aligre, stupide...*», Lefebvre en a entendu des vertes et des pas mûres avant qu'on finisse par se dire qu'un homme aussi érudite n'avait pu commettre la qu'un petit lapsus, trébuchant sur le *Zadig* de Voltaire pour s'en aller chez «*Zadig et Voltaire*», marque de vêtements branchée.

Pour avoir vu le secrétaire d'État chez Laurent Ruquier (France2), il paraît en tout cas évident qu'un homme qui porte sur un plateau relevé une petite cravate bleue et de grosses chaussettes rouges n'est pas obsédé par son allure vestimentaire. Le site Rue 89 a pour sa part pris l'affaire au second degré et propose une liste d'œuvres célèbres dont les titres auraient été soumis au lapsus d'un Frédéric Lefebvre. Cela donne : *Le diable des steaks tartares* de Dino Buzzati, *En rouge et noir* de Stendhal ou encore *Anisi parlait Zam* de Nietzsche. Drôle, non ? (Map)

PUB

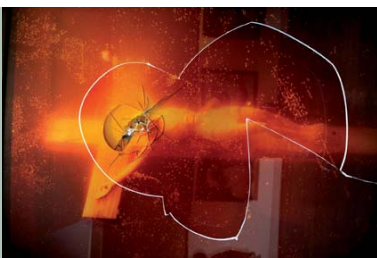
Les églises se vident aux États-Unis comme ailleurs. Mais là-bas, on se donne les moyens de sa politique. C'est ainsi que l'archidiocèse de Boston (Massachusetts) a consacré cette année un budget de 600 000 \$ à la campagne *Catholic Come Home* dans le but de faire revenir à l'Eglise les catholiques qui s'en sont éloignés. Une partie essentielle de cet effort financier a été consacrée à la diffusion de 2500 spots publicitaires —depuis le mercredi des Cendres jusqu'à la Semaine sainte— sur les télévisions locales, susceptibles de toucher 95% des téléspectateurs de la région de Boston. Le site americatho.org qui livre l'information estime que «*cet effort est loin d'être inutile, car le nombre des catholiques pratiquants dans*

l'archidiocèse n'a cessé de diminuer depuis une soixantaine d'années. Le scandale des prêtres dits "pédophiles", qui a débuté à Boston en 2001, et les fermentations de paroisses ne sont sans doute pas pour rien dans cette désaffection des catholiques». On ne lui envoie pas dire... (Map)

LA FOIA ENCORE FRAPPÉ

Des vandales s'en sont pris à une œuvre d'art d'Andres Serrano, *Piss Christ* (un crucifix baignant dans l'urine de l'artiste), exposée dans une galerie d'Avignon. Elle a été casée à coups de marteau (notre photo), qui ont également occasionné la destruction d'une autre œuvre du même artiste. Cette crucifixion date de 1987, au moment où est apparu le sida aux États-Unis, et avait déjà été exposée à Avignon en 2007 sous susciteur tant de violence. L'exposition faisait l'objet de vives protestations de la part de mouvements catholiques intégristes et l'évêque d'Avignon avait demandé le retrait de l'œuvre. Dans une interview à *Libération*, l'artiste déclare qu'il ne s'y attendait pas «*choqué de voir que ce traitement puisse être réservé à une photographie [...]* prise l'après-midi de 25 ans». Les temps changent... (*Le Soir* et *Libération*) (MM)

© Boris Hovav/AP



L'ONU ABANDONNE LE CONCEPT DE BLASPHEME

La «*définition des religions*» ne fait plus partie du vocabulaire du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Dans une nouvelle résolution relative à la liberté de croyance, l'Organisation de la conférence islamique (OCI)* a abandonné l'approche qui était siennée depuis plus de dix ans et qui justifiait des lois liberticides sur le blasphème. Les défenseurs de la liberté d'expression s'en réjouissent...

Pourquoi ce revirement ? Plusieurs raisons à cette nouvelle approche de l'OCI :

- d'intenses tractations diplomatiques, notamment entre les États-Unis et le Pakistan;
- un mouvement de fond d'opposition au concept de diffamation. Des pays comme l'Argentine, les Bahamas, la Barbade, Fidji, la Corée du Sud, les Îles Salomon, le Mexique, l'Uruguay et la Zambie ont changé de position;
- des éruptions de violence, médiatisées internationalement, confirmant les conséquences désastreuses des lois sur le blasphème : en Indonésie, des affrontements interreligieux, au Pakistan, les assassinats du gouverneur Salman Taseer et du ministre Shabbaz Bhatti, détracteurs de la loi, début 2011.

Cependant, ce nouveau consensus ne met pas un terme aux luttes d'influence entre l'OCI et les pays occidentaux au sein des Nations unies.

Le représentant du Pakistan a bien souligné que l'intolérance religieuse signifiait avant tout, pour lui, la stigmatisation de l'islam par l'Occident. Des diplomates de pays islamiques ont déjà menacé de soutenir à nouveau le concept de diffamation religieuse si les pays occidentaux n'insistent pas pour protéger les croyants.

D'autre part, ce nouveau texte ne signifie pas la fin des lois nationales sur le blasphème. (PAP)

* L'OCI regroupe 57 États membres. C'est le seul groupe d'influence omnisectaire religieux assis.

SCIENCES EN SCÈNE



De la science en humour et en poésie...

Avec émotion, conviction et passion, les participants de l'édition 2011 de «Sciences en scène» ont vécu les phénomènes scientifiques dans leur chair et dans leur cœur. Âgés de 4 à 12 ans, ils ont ravi les spectateurs venus nombreux pour encourager les différentes écoles.

Le 2 avril dernier, sur la scène du Woburn Theatre, les élèves ont pu donner toute la mesure de leur talent. Ils nous ont fait rire, ils nous ont émus, ils nous ont instruits.

Pour ouvrir le bal, l'école communale des biens communaux de Seraing a présenté un spectacle intitulé *Le mariage des couleurs*. Trente-quatre enfants de 2^e maternelle ont défini sur scène pour nous explorer la fabrication des couleurs autour d'une petite intrigue : lors d'une fête d'anniversaire, une couleur, un mauvais sort est jeté et toutes les couleurs disparaissent. Ils font dès lors appel à un magicien qui leur montrera comment mélanger les couleurs. De très beaux costumes et une belle coordination leur ont valu le prix du merveilleux, de l'imagination et de la poésie de la mise en scène.

Une autre école maternelle leur a succédé, l'école communale du Château de Tournai avec le spectacle «*Éléments*», «*Terre*», «*Élémentaires*» ! Quarante-cinq élèves de 3^e maternelle ont présenté quatre tableaux autour des quatre éléments : la terre, l'air, l'eau et le feu. Le jury a été particulièrement

intégration des sciences dans la culture, du message pédagogique et de l'intégration musicale.

Une école du Borinage, l'école communale Jean Rolland de Saint-Ghislain, a présenté le spectacle *Sauve qui peut ! Mélançant de façon très inté-*

ressante des élèves de 4^e primaire et de 3^e maternelle, le spectacle a mis en scène les moyens de lutter contre les poux avec énormément d'humour et de dynamisme. La classe a d'ailleurs reçu le prix de l'humour comme vecteur de communication, de la mise en scène et du costume comme porteur de message.

«*As de beaux yeux... tu sais / a été présentée par l'école n°5 «Chouette» de Molenbeek. Avec de nombreux décors, les élèves ont expliqué de façon très élaborée le fonctionnement de l'œil et de la vision, en jouant à l'acteur. Ils ont reçu le prix du contenu scientifique, des décors et du jeu des acteurs.*

Enfin, l'école communale de Harzé a remporté le jury avec *Alice et le cycle de l'eau* (notre photo). C'est en effet cette classe de 21 élèves de 3^e primaire qui a reçu le premier prix, un week-end à Boulogne-sur-Mer, et le prix du message citoyen. Avec beaucoup de poésie et de simplicité, ils nous ont expliqués le cycle de l'eau, de la formation des nuages à celle des sources de l'eau.

Après toutes ces émotions et un travail qui les aura mobilisés pendant toute une année, les élèves sont repartis dans des classes de souvenirs. Avec cette aventure, ils ont pu apprendre de façon active et ludique, ce qui reste la meilleure façon d'intégrer profondément une matière. Ils l'ont ensuite transmis en déployant tous leurs talents. Au-delà d'un thème scientifique précis, ils ont appris beaucoup de choses : exposer sur un sujet de façon pédagogique, rédiger, s'exprimer en public, poser la voix, vaincre le stress...

Le rideau est retombé, les costumes changés et les élèves retournés sur les bancs de l'école. Rendez-vous est pris pour l'édition 2012! ■

FLORENCE ÉVRARD

HARO SUR LE NATIONALISME?

MICHEL GRODENT

À en croire certains, le nationalisme serait en Belgique la pire des aberrations mentales, la cause de tous nos maux présents. Ce n'est pas le moindre des paradoxes que ce genre de dénégations vertueuses émane de milieux que l'on pourrait qualifier de «belgalicains» et qui sacrifient eux-mêmes, qu'ils le veuillent ou non, à une forme de nationalisme. Un nationalisme qui, le plus souvent, méconnaît sa propre histoire pour toujours très glorieuse : faut-il rappeler que l'un des plus purs représentants de la belgitude ou de la belgicité ne fut autre que le très ambigu Edmond Pœard, juriste, socialiste et antisémite ?

Mais évitons les vaines querelles ! La seule et bonne question qui devrait se poser à nous en ce début de siècle se formule comme suit : le nationalisme est-il une chose naturelle qui existe de tout temps ou une « invention » née à un moment donné de l'histoire et dans un lieu déterminé ? On est parfois déçu de la réponse que donnent les historiens. Concernant la partie occidentale de l'Europe, un livre imposant reparait ces jours-ci qui retrace l'histoire des Goths du IV^e au VI^e siècle. Son auteur, Suzanne Teillet, est formelle : si l'on définit la nation comme « un groupe humain constituant une autorité politique, établie sur un territoire défini et personnelisée par une autorité souveraine », l'Espagne gothique est tout d'un État avant-coureur, c'est incontestablement une nouvelle forme de société qui rompt avec l'idée d'empire, romain en l'occurrence.

En Occident, tout se serait donc joué dès le VII^e siècle et nous serions tous, d'une certaine façon, les héritiers lointains d'une mentalité isolationniste et autoproductrice qui se posait en « autre monde » au sein d'une vaste structure condamnée depuis longtemps à piler « sous le poids de sa propre grandeur », selon le diagnostic des historiens latins. Avant d'affirmer vertueusement notre haine très théorique du nationalisme, nous devrions peut-être réétudier quelque peu notre histoire. Pour mieux nous comprendre, mieux évaluer les difficultés que nous rencontrons lorsque nous tentons de nous fonder au cœur des immensités économiquement performantes, mais sentimentalement désertiques.

* Suzanne Teillet, *Des Goths à la nation gothique. Les origines de l'idée de nation en Occident du V^e au VII^e siècle*, Paris, Les Belles Lettres, 700 p., 57 euros.



Milan Kundera.

«amené à dépasser ou à dominer le monde, non plus qu'à se dépasser ou à se dominer lui-même, mais à s'absenter, à s'exclure et du monde et de son propre destin». À l'apothéose a suc-

l'effondrement de l'utopie communiste des coups d'une réalité qui se présente plus grotesque ou sordide qu'elle ne l'est en apparence. Cette contradiction en partie, mais en partie seulement (ne soyons pas réductionnistes!) de cette posture désenchantée. Et celle-ci relève moins du défaitisme, comme on pourrait l'affirmer de jeunes militaires nalis, que d'une ironie «prudentielle», humaniste à force de mesurer, de ressasser la faiblesse humaine et de relever les contradictions existentielles. Derrière la mélancolie persistante, d'un roman à l'autre, s'inscrit cet «éloge de la fuite» auquel se réfère depuis longtemps la postmodernité³.

Quel roman, mieux que *La Plaisanterie* (1965), transmet la nouvelle sagesse, «sagesse de l'incertitude», sagesse improbable et paradoxale, qui laisse un arrière-goût de désillusion ? Aucun mensonge rassembleur, socialiste ou nationaliste, ne tolère le

Kundera, la sagesse de l'incertitude

MICHEL GRODENT

droit durant leur vie à l'adoubement suprême, je veux dire l'insémination dans la collection de « La Pléiade ». D'une certaine manière, il faut que l'heureux élu soit plus qu'un écrivain : un *symbole* qui, comme tous les symboles, est censé faire l'unité de l'ensemble autour de son nom. André Malraux n'est pas le seul à avoir eu ce privilège. Avant sa mort, Eisenstein tint le tour de Marguerite Youriène. C'est aussi, à l'époque, le tour de Milos Forman, c'est Milan Kundera qui est le plus vite sanctifié et ses œuvres les plus significatives, romanesques en

comme s'il s'agissait du «Grand Œuvre» ou du «Grand Magistère» en vertu duquel s'opère la transmutation du vil métal en or resplendissant ou comme s'il s'agissait de reconnaître à l'ensemble un statut de temple, de cathédrale, voire de système solaire¹.

L'éditeur, François Ricard, a depuis longtemps préparé le terrain pour une telle mise en valeur singulière. En 2003, il sortait un petit essai irremplaçable destiné à nous convaincre de la force unitaire de l'œuvre kundérienne. *Le dernier après-midi d'après*. On y apprend encore et toujours un peu de la lecture transversale ou de la lecture cyclique, un art proprement musical, fondé sur un savant repérage des reprises et des approfondissements thématiques. Considérant, d'un point de vue géologique, le massif d'Kundera, François Ricard constate la possibilité d'y entrer «par l'importe quelle porte» et de l'arpenter «dans n'importe quel ordre».

En même temps, il crédite le romancier d'origine tchèque d'une nouvelle forme d'héroïsation. Rompant définitivement avec les figures volontaristes ou combatives du roman traditionnel, le personnage kundérien n'est plus

Un moindre écart par rapport à l'esprit de sérieux dont il a fait son étendard : il se paye trop de mots pour ne pas en avoir peur. Mais, d'un autre côté, combien le scepticisme est chose difficile à pratiquer ! Héraclite ou socratique, le roman se démet s'il se soumet à une vérité d'Évangile. Dans l'édition

trois Ricard a pris soin d'intégrer les essais critiques où Kundera donne les clés d'une esthétique toujours subversive puisqu'elle interdit au lecteur toute conclusion hâtive,

de fausse lucidité, de compréhension de soi trop avantageuse. Le roman postmoderne (appelons-le donc ainsi) est un instrument de connaissance risquée qui ne se prévaut d'aucune infuse et désamorçage tout d'un coup d'autorité.

Est-ce qu'il faut pour autant se réjouir du triomphe de l'incertitude ? On se sent prêt de répondre par la négative quand on voit le romancier, au début de *L'Art du roman*, chercher le moteur de la guerre dans une mystérieuse et insidieuse volonté de puissance : « Pourquoi l'Allemagne hier, la Russie aujourd'hui veulent-elles dominer le monde ? Pour être plus riches ? Plus heureuses ? Non. L'agressivité de la force est parfaitement désintéressée ; intrinsèque, elle ne veut que son vouloir, elle est le pur irrationalisme ! » Une vision du monde que l'on pourra juger d'un optimisme noir, mais qui semble se confirmer tous les jours sous nos yeux de télespectateurs abreuvés d'images de violence absurde ou de négociations politiques interminables. ■

■ Milan Kundera, *Œuvre*, édition définitive, préface et biographie de l'œuvre par François Ricard, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, deux volumes, 1480 et 1319 pages, 105 euros [jusqu'au 31/12/2011].

2 Gallimard, coll. «Arcades», n°74.

Apparemment, Kundera écrivait cela avant l'effondrement de l'URSS.

de Libertés 397 | mai 2011 27

ADMINISTRATION PUBLIQUE

L'instrumentalisation de l'éthique publique en faveur du rendement

ALEXANDRE PIRAUX

Rédacteur en chef de la revue *Pyramides* (CERAP-LULB).

L'éthique est une notion consensuelle apparemment neutre. En réalité, elle reste une question ouverte, de par sa mise en débat permanente. La complexité éthique de notre époque vient de ce que le fondement des valeurs ne vient plus d'une théologie, du cosmos (monde de l'Antiquité grecque), du sentiment et de l'expérience sensible (Hume), de la nature (Rousseau), du devoir universel (Kant) ou

des retournements de valeurs réprouvés par le néolibéralisme surgit la question identitaire des agents. Ces derniers sont amenés à accepter et à intérioriser le nouveau pragmatisme axé sur les performances et la rentabilité, et au détriment des aspects altruistes, relationnels, voire qualitatifs.

La dimension morale a été à l'origine négligée par les nouveaux gestionnaires publics du fait qu'elle était peut-être embarrassante, car risquant de se retourner contre les décideurs (l'arroseur arrosé). De plus, l'aspect moral est difficilement contrôlable et surtout mesurable. Or selon une ancienne idéologie reprise avec ampleur dans les années 40, ce qu'on ne peut mesurer ne compterait pas : «*Ce qui compte, c'est ce qu'on peut compter*». Pour y remédier des spécialistes et consultants ont conçu des baromètres de mesure de l'intégrité, une intégrité comprise de façon extrêmement extensive, à savoir dans le sens d'absence de tout abus, de négligences, de mauvaises pratiques dans le chef des membres du personnel, ce qui prête déjà à interprétation, si pas contestation.

Selon la sociologue Danièle Linhart, on assiste à «*un dangereux chassé-croisé*» entre le secteur public qui importe des pratiques managériales individualisantes, mettant en concurrence les agents, et le secteur privé qui essaie de faire entrer l'éthique publique avec ses valeurs d'engagement, du sens de la mission et de la loyauté voire du dévouement dans les entreprises privées¹.

L'individualisme et le commercial : les nouveaux paradigmes

Mais cette posture idéalement altruiste du «don» de soi, de son temps, sans compter, ne correspond plus au nouveau paradigme des services publics. Dorénavant, le concept individualiste du *Best Value for Money* et les mœurs commerciales ont remplacé la dimension sociale d'aide, en particulier à l'égard des plus démunis. Il se produit donc une banalisation de la mission publique et un renversement complet de conception. Pour le dire à peu de frais, les arguments moraux se trouvent aux prises avec les arguments économiques. À travers

nouvel idéal aux effets socialement désintégrateurs. Ainsi porte-t-il, par exemple, un discours dur (accès de la performance, dépassement indéfini de soi, relations concurrentielles avec les autres) accompagné de valeurs «douces» (le développement personnel, l'estime de soi...) qui sont en réalité des outils au service de la gestion des ressources humaines. L'utilisation pervertie de l'éthique comme outil de gestion et de domination par l'intermédiaire d'un lexique et d'une syntaxe gestionnaire affaiblit l'éthique véritable. L'éthique est appréhendée par ces «*managers de l'âme*» (l'expression empruntée à Jacques Lacan) comme un bien mesurable au service de la productivité.

Un tel usage de l'éthique renforce le cynisme de ceux qui sont visés par ces nouveaux dispositifs gestionnaires. En effet, par essence, l'éthique est une manière d'être et de se comporter. Relevant de l'être, elle ne saurait être définie comme moyen ou comme la servante du management. Comme l'a écrit Michela Marzano, il y a «*l'absence de la morale par l'économie*» or «*aucune société, aucune culture, a une relation ne saurait exister sans une part de gratuité*».

Quoi qu'on en pense, les services publics restent, en tout premier lieu, des institutions fondatrices et redistributives. Ils instituent un ordre social, non seulement grâce à des mécanismes de solidarité mais aussi au travers de mécanismes de discipline sociale (contrôle) ou de sollicitude *social care* (aide aux plus vulnérables, soins, éducation) et de paix sociale (justice). En ce sens, le modèle d'administration relève plus d'un

modèle institutionnel que contractualiste privé caractérisé par la révocabilité des engagements.

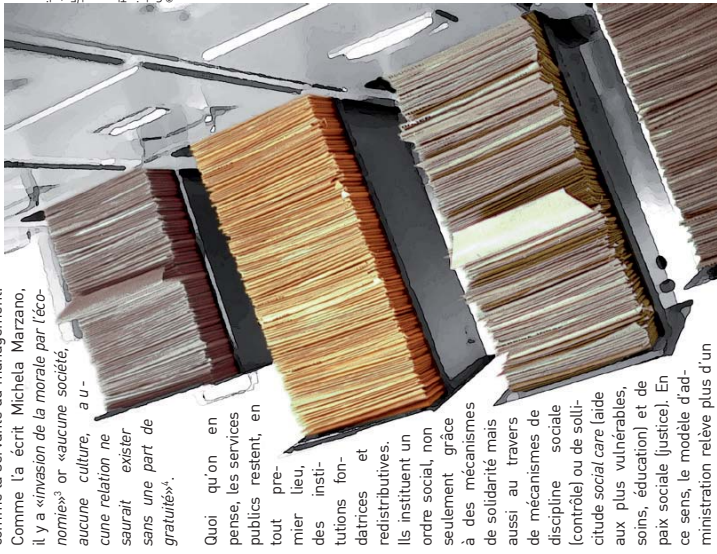
Comme la mentionné la médiatrice fédérale inter-rogée à l'occasion de la remise de son rapport annuel, «*le but poursuivi par la culture du management dans la fonction publique (NDR) est évidemment l'efficacité, mais cela se fait au détriment de la qualité des services rendus au citoyen*».

La prestation de divers services sociaux ou régaliens (d'autorité) avec attention, efficacité, responsabilité et réactivité par les organismes publics est une facette essentielle de l'action publique mais comme on l'a vu, cette dernière ne peut être réduite à cela. Au-delà de l'exécution des tâches, se profile l'institution d'un modèle de société. ■

Des effets socialement désintégrateurs

Alors que certaines valeurs historiques du service public sont en-cores à advenir dans leur plénitude, le nouveau management impose un

3 Michela Marzano, *L'éthique appliquée*, Paris, PUF, coll. «Que sais-je ?», 2008.
4 Philippe Chantal, dans *La gratuité. Éloge de l'inestimable*, revue du MAUSS, n°35, juillet 2010.



© Sylvie Thénard/fotolia.com

Complicités en philosophie

JEAN CORNILL

Dans son très beau livre, *Les sept stades de la philosophie*, Pascal Chabot raconte le chemin que prend le rencontre avec un philosophe. D'abord la compréhension. Puis la possession. Enfin la complicité. Quand les mots quittent le texte vi-

Quand les mots quittent le texte, vivent en nous. Notre vision du monde, notre émotion intellectuelle, notre désir d'élucidation s'en trouvent bouleversés. Je suis habité par une autre pensée qui se confronte, se mélange, au plus intime, avec ma désinquière traversée par mon histoire culturelle et sociale. C'est l'inverse du «tantôt je pense, tantôt je vis» de Paul Valéry. Mais ce processus est rare. Le plus souvent, les théories, aussi séduisantes soient-elles, s'accumulent dans les confins de la mémoire. Elles ne s'incarnent guère et se cantonnent à l'état d'un savoir conceptuel totalement abstrait. Alors je recherche des phrases qui me métamorphosent, des au-

Nietzsche et l'approbation de son des détails, mon rapport au monde. Peut-être la quête la plus exaltante de l'existence.

Des exemples de ces rencontres exceptionnelles, de ces symbioses solaires, lorsque je sens m'identifier pleinement à l'expression d'un autre qui, à son tour, se nourrit de mon prisme personnel et rejaillit, transfigurée, dans le monde? Lucrèce et la mort : son superbe poème *De la nature* analyse les vains désirs pour conjurer les inévitables limites de

la complémentarité des contraires». Marx et Hegel. Un vaccin contre les sentences définitives de transformation du monde et les certitudes orqueilleuses des programmes po-

forces contradictoires et l'aspiration à une harmonie globale et apaisée. La recherche d'une vaine cohérence entre soi et les autres et, surtout, entre soi et son. Jacques Derrida, entre soi et soi. Jean Salem, lui, face à son chat. La sérénité et la face à la simplicité, la sérénité et la constance, sont les trois attributs du bonheur. Peter Sutherland et son souhait d'un brutal vieillissement. Annie De Bruin, face à ce trop de réalité qui nous paralyse et nous condamne à la normalisation. Gayatri Spivak et la prise de parole radicale des révolutionnaires.

Voilà nombre de complexités que j'ai rencontrées dans tous ces livres. Ces mots, ces êtres vivants, selon l'expression de Bernard Pivot, se détachent de la feuille, entrent en moi et résonnent de toutes leurs significations. Ils m'interpellent, parfois se disputent, parfois se fondent totalement dans mon imaginaire pour créer sans cesse de la pensée, triviale ou plus élaborée. L'éternelle vie de l'esprit danse dans la lumière, sans aucune limite, face au bien sage et immobile quotidien. ■

pas ébruiter cette réalité : la "rébellion" change parfois le cours des choses².

C'est donc afin de relire notre histoire à travers le prisme de ceux qui ont osé s'opposer au pouvoir en place dans le but de construire un monde meilleur, qu'une série d'auteurs spécialisés sur une période ont été regroupés dans cet ouvrage. Celui-ci a le grand avantage de ne pas se limiter à la période industrielle mais de s'inspirer également aux contradictions qui existaient au Moyen Âge et à

Anne Morelli avait déjà, il y a maintenant 16 ans, dirigé un livre remettant en cause pas mal de certitudes ancrées en chacun de nous à la suite de l'histoire enseignée dans le cursus scolaire. *Les grands mythes de l'histoire de Belgique, de Flandre et de Wallonie* est un livre qui avait provoqué le débat et apporté un vrai vent de fraîcheur dans la production historique grand public.

Car, comme le souligne fort justement l'historienne de l'ULB dans l'introduction du dernier ouvrage collectif qu'elle dirige, les «révelations» contenues dans *Rebelles et subversifs* de nos régions, *Des Gaulois jusqu'à nos jours* ne le sont que pour le grand public. Des articles scientifiques, bien que rares, abordent ces questions et nuancent largement les versions généralement diffusées. Elle rappelle d'ailleurs que «Jan Dhondt, professeur à l'Université de Gand, avait déjà montré en 1954, que les changements sociaux et politiques les plus radicaux avaient obtenu dans notre pays sous la pression de l'opinion publique s'exer-

Les
bais des élections et du Parlement. Les
protestations organisées ont débouché
sur la limitation des heures de travail,
la reconnaissance du droit de grève, la
protection contre la maladie, le chô-
mage ou la vieillesse. Mais il ne faut
pas ébruiter cette réalité : la "rébellion"
change parfois le cours des choses².

la Renaissance. Il réhabilite ainsi une analyse marxiste de l'histoire que certains avaient un peu trop vite enterrée. Ces articles sont d'autant plus pertinents que le livre utilise le terme «démocratie régionale» pour désigner nos régions» dans son titre et non celui «de Belgique».

La remise en évidence d'une

Witte y démontre que l'étude de la révolution de 1830. Elle est particulièrement soulignée par l'article consacré à la révolution de 1830. Elle est souvent décrite de Maurice

des journées de septembre est au jour'hui confirmée. Des recherches récentes prouvent que nos régions subissaient une crise économique importante qui avait eu pour conséquence de mettre de nombreux travailleurs au chômage. 1830 est donc bien une révolte populaire pour des raisons socioéconomiques qui sera récupérée par la bourgeoisie qui en fera une lutte pour l'indépendance. Les différentes contributions retracent ensuite une histoire contemporaine de la Belgique en en soulignant les soubresauts et surtout la longue alliance entre bourgeois progressistes et ouvriers avancés pour modifier en profondeur les institutions. La lutte, sanglante et violente, pour l'obtention du suffrage universel étant au cœur du jeu politique jusqu'à la Première Guerre mondiale, tout comme la volonté de briser l'hégémonie catholique. Les différents textes montrent également combien la revendication politique et revendication économique furent toujours imbriquées et, par conséquent, combien il est impossible de distinguer grève économique et grève politique dans notre histoire. Beau sujet de réflexion sur la situation actuelle. Tout comme,

Enfin, finalement, le fait de montrer une fois encore que les progrès sociaux ont été obtenus par des luttes, violentes, qui n'acceptaient pas de s'inscrire dans les cadres prédéfinis.

L'ouvrage se conclut par un tour d'horizon des « rebelles » d'aujourd'hui qui a le mérite de balayer très largement, sans pour autant prétendre à l'exhaustivité, le paysage militant contemporain et de ne pas le limiter aux partis politiques mais de l'étendre aussi aux champs culturels et associatifs. On regrettera cependant un peu de mise en perspective des accents et positions de cette énumération dont on aurait aimé une analyse de l'impact.

Un livre revigorant, qui ose sortir des sentiers battus en portant une pensée libre et critique. Il pourra être prolongé pour ceux qu'une histoire de Belgique un peu différente intéresse, par la récente publication de deux coffrets reprenant les neuf tomes de *La nouvelle histoire de Belgique*¹ qui en surprendra plus d'un par son analyse bien moins institutionnelle et classique qu'il n'y paraît au premier abord. ■

1 Anne Morelli (dir.), *Rebelles et subversifs de nos régions. Des Gautois jusqu'à nos jours*, Charleroi, Couleur livres, 2011, 284 p.

2 *Loc. cit.* p. 13.

3 Nouvelle histoire de Belgique,
Bruxelles, Le Cri, 2010.

Vive la sociale!

Management consultant,
Capgemini et Inria

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

10

100



1

3

1

100

lien Dohet v

re la social

Éditions L'Arbre, Capricorn

bertés. dans

liberté j'écr

11, 96 pag

vente au P
2 201 43 70

compute 184

47 9974 - BIC

Odilon Redon, ou l'art d'être un fantôme

OLIVIER SWINGEDAU

DES NOIRS INQUIÉTANTS ET PÉNÉTRANTS, DES LITHOS AUX COULEURS MORDORÉES, DES TABLEAUX DE LA MATURITÉ. L'ŒUVRE POINTUE D'ODILON REDON (1840-1916) RÉUSSIT LA GAGEURE D'ÊTRE À LA FOIS CÉLÉBRÉE ET MÉCONNUE, TEL UN RÊVE ÉVEILLÉ.



Les yeux fermés.



Le silence.

ODILON REDON, PRINCE DU RÊVE

Jusqu'au 20 juin
Grand Palais, Paris
Nocturnes le mercredi et le vendredi (12h). De 10 à 20h les autres jours (fermé le mardi).
Tous les détails sur www.rnm.fr

Bain de maladie

Avec Munch, Odilon Redon a en commun une famille aisée et bourgeoise n'aura d'ailleurs jamais été à la mode: sa dernière grande rétrospective française remonte à... 1956! Pourtant, les plus grands, de Watteau aux Fauves en passant par une belle brochette d'hallucinés dont il sera l'interprète et illustrateur (Baudelaire, Edgar Poe, Mallarmé et JK Huysmans, excusés du monde infiniment petit: «*Ses desins étaient en-dehors de tout*»), écrivains dans *À rebours* (1884). «*Ils sautaient pour la plupart par-dessus les bornes de la peinture, innovant un fantastique très spécial... un fantastique de maladie et de délire.*»

Redon est fondamentalement visionnaire. Ses aspirations mystiques et métaphysiques ne sont pas religieuses cependant; elles prétendent aux investigations de l'inconscient qui constitueront le socle du surréalisme. Devenu rapidement un maître reconnu dans l'art du dessin, il en exploitera tous les matériaux avec une maîtrise et une adéquation rares: mystérieux fusains «noirs de chez Noir», pastels lumineux, toiles aux riches textures, et bien sûr ces lithographies aux teintes morbides.

La couleur pour soigner l'âme

Mais Odilon Redon, ce sont bien sûr et aussi ces toiles pleines de vie et de lumière, méditatives, parfois un peu naïves mais toujours sincères. L'exp-

sition, organisée au Grand Palais avec le musée d'Orsay et le musée Fabre de Montpellier, célèbre tous les aspects de l'art de ce personnage très singulier mais aussi très attachant. Contrairement à Dali, qui puisera également à cette source onirique mais de manière plus compulsive, Redon répugnera toute sa vie à étaler ou expliquer «*sa vie, son art, son génie*», parlant peu, avec hésitation, mais aussi beaucoup de douceur et de gentillesse... et une grande simplicité let à on oublie Dali!).

Car il y a aussi un «sourire» dans l'œuvre de Odilon Redon: peut-être les origines louisianaises et créoles d'une maman mais aussi d'une femme, qui le furent toutes deux! Redon est d'ailleurs, aujourd'hui, vénéré aux États-Unis: New York est la seconde plus grande réserve d'œuvres de l'artiste hors France.

La présente rétrospective se veut novatrice. Elle s'appuie sur de nombreux documents inédits et l'exploitation systématique du *Livre de Raison* où l'artiste consigna le titre et la date de toutes ses œuvres. Quelque 170 peintures, pastels, fusains et dessins, dont plusieurs inédits, et surtout un ensemble très important de l'œuvre gravé et lithographié (environ 100 estampes) composent un parcours chronologique qui s'attache à mettre en évidence l'évolution stylistique et thématique de Redon, depuis l'époque angoissée des «Noirs» jusqu'à la progression colorée des dernières œuvres. Une progression de l'ombre vers la lumière, à l'image de sa vie. De plus, et pour la première fois, le grand décor mural réalisé par l'artiste pour son mécène Robert de Dornecy est reconstitué dans sa disposition et ses dimensions originales.

On s'attardera surtout sur la première section, celle des œuvres de jeunesse et de la première maturité. Car, à l'image d'un Chirico, Odilon Redon produisit beaucoup, trop, se perdant en définitive dans une resucée un peu vaine que l'on subit dans la dernière partie de l'exposition. Mais les débuts géniaux et leurs fulgurances sauvent bien entendu la mise! ■

JOAN MIRÓ, PEINTRE POÈTE À L'ESPACE CULTUREL ING

L'homme qui assassina la peinture

BEN DURANT

«ÉCHEVEAU DE FIL DÉFAIT PAR LES CHATS HABILES EN ARLEQUIN FUMÉE S'ENTORTILLANT ET POIGNARDANT MES ENTRAÎLLES À L'ÉPOQUE DE LA FAMINE QUI DONNA NAISSANCE AUX HALLUCINATIONS SUR CE TABLEAU»

Joan Miró, 1939

écoutant la nature et faisant germer sur la toile le végétal, l'animal et l'essence de l'homme dans un ballet flottant en apesanteur car dans un espace sans profondeur. Tout l'univers de Miró se lit et s'inscrit comme sur la page d'un livre d'enfant, utilisant habilement l'accident, la tache ou la texture, pratiquant les associations libres ou sribouillant un français phonétique au gré de ces collages de mots et d'images. Il expose avec les surréalistes des «tableaux-poèmes» qui —un comble— les déconcertent ou les irritent par leurs trop grandes qualités picturales!

Durant les années 30, il pratique activement le collage et s'initie à la gravure, travaillant et produisant avec une ardeur que seule la guerre civile espagnole va ralentir, qui le contraint à fuir sa Catalogne; il n'y reviendra qu'en 1940. Vivant de manière précaire en Normandie, il délaisse la peinture pour la poésie et réalise la série des *Constellations*, un ensemble de vingt-deux gouaches qu'il éditera vingt ans plus tard avec des textes de Breton. Elles résument merveilleusement l'entiereté de son univers pictural, à la fois récit mythologique et mysticisme des hautes sphères illustrés par un grouillement de motifs récurrents tels ses soleils, étoiles, lunes, cornes, et autres spirales.

À partir de 1945, il renoue avec de très grandes toiles et peint la série des «femmes et oiseaux». Il travaille beaucoup, expose autant, et sa notoriété est maintenant établie aussi bien en Europe qu'aux États-Unis. Mais il reste fidèle à la poésie, illustrant avec brio *Parler seul* de Tristan Tzara ou encore *À toute épreuve* de Paul Éluard. En 1966, séduit par le monde extrême-oriental, celui qui affirmait peindre avec des coups de pinceaux «*appliqués avec la précision de l'archer japonais*» s'envole pour un séjour au Japon. Suite à quoi, il publie l'année suivante les *Haïkus*, avouant:

«Il fut naturellement, n'ayant jamais craint d'utiliser les moyens de son art et les servitudes de son métier; tous les supports lui furent bons et on le vit, à 80 ans, s'attaquer à la tapisserie. Avec ses 120 peintures, gravures, sculptures, dessins et tapisseries, ING, en partenariat avec les Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique et la Fondation Miró de Barcelone, nous offre un remarquable parcours dans l'univers poétique du Catalan, et ce dans une très belle scénographie signée Winston Spriet. ■



Joan Miró, Le cheval de cirque, 1927, Musée d'Ixelles.



Joan Miró, Femme et oiseaux dans un paysage, 1970-1974.

JOAN MIRÓ, PEINTRE POÈTE
Jusqu'au 19 juin
Espace culturel ING,
place Royale 6, 1000 Bruxelles.
Info: www.ing.be/art

À voir aussi **MIRÓ SCULPTEUR**
Jusqu'au 31 juillet,
Musée Maillol
61 rue de la Grenelle
75007 Paris
L'exposition réunit sculptures, céramiques et œuvres sur papier et met en évidence la fructueuse collaboration de Miró avec la Fondation Maillol.
contact@museummaillol.com



Dites-le... avec un T-Shirt
... c'est moins périssable
et
que des fleurs ou des bonbons ...

www.communication-shirts.com

MODELE N° 17 de nos T-Shirts

CARPE DIEM

Judi 12/05 – 9h30 «Mieux gérer le stress dans la vie professionnelle et les associations», formation par Marianne Oborinski (+13/05). Organisée par la LEEP Lieu : Espace Coghien, av. Coghien 219, 1180 Bruxelles. Réservations: 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be

Judi 12/05 – 9h30 «Quelles subventions pour mon projet?», formation par Patrick Hullebroeck (+13/05). Organisée par la LEEP Lieu : place Rouppie 29, 1000 Bruxelles. Réservations: 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be

Judi 12/05 – 14h Quand la vie joue aux dés, café-philosophie. Organisé par Le Club Brabant wallon. Lieu : rue Lambert Fortune 33, Wavre. Réservations: 010 22 31 91 carpe@clubwb.be

Judi 12/05 – 20h Diasporas africaines en Belgique. Vie associative, action collective et politique identitaire, conférence par Nicole Grégoire dans le cadre du cycle «Afrique-Occident, même combat!», organisé par l'Extension de l'ULB de Hannu en collaboration avec la Ville de Hannu et l'Asbl Hannu tournoise promotion. Lieu : Salle Jean Rosoux de l'Académie communale, rue des Combattants 1, Hannu. Réservations et réservations: 019 51 93 52 – culture@hannu.be

Vendredi 13/05 – 21h «Pépétologie, café cabaret. Organisé par la Maison de la Laïcité François Bovesse. Lieu : «Le Miroir», rue Leclercq 5, Namur. Réservations: 081 22 43 63.

La Pensée et les Hommes

À LA RADIO
Tous les samedis sur la Première vers 19h05 (ou 22h30)

À LA TÉLÉVISION
Dimanche 15/05 sur La Une à 9h20
«Vivre sans dieu», L'athéisme considéré d'un point de vue américain. Nicole Decostre, Marcel Voisin et Jacques Lemaire. Rediffusion le 21/05 sur La Une à 10h30.

Mardi 24/05 sur La Une en fin de soirée
«Comment la propagande contamine l'histoire», Bernard Coppens et Jacques Lemaire.

Dimanche 29/05 sur La Une à 9h20
«Fidélité/infidélité: quels impacts relationnels?», Comment les laïques conçoivent la fidélité amoureuse. Myriam Gindt, Patrick Traube et Jacques Lemaire. Rediffusion le 4/06 sur La Une à 10h30.

Mardi 7/06 sur La Une en fin de soirée
«Le médiateur des droits du patient», Alain Hesdwood et Jacques Lemaire.

Mardi 17/05 – 9h30 «Pédagogie de l'animation», formation par Geneviève Ryelandt (+19/05, +20/05). Organisée par la LEEP Lieu : Espace Coghien, av. Coghien 219, 1180 Bruxelles. Réservations: 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be

Mardi 17/05 – 19h «La solidarité: idéal d'universalisation de la protection sociale», conférence par Florence Eward. Organisée par la Laïcité formation et l'Extension ULB Fontaine-Andréus-Briche Lieu : place Degaulle 1, Leernes. Réservations: 071 54 25 56.

Samedi 14/05 – 9h30 Formation d'animateurs de projets socioculturels par Bruno Barbier et Patrick Hullebroeck (+15/05). Organisée par la LEEP Lieu : place Rouppie 29, 1000 Bruxelles. Réservations: 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be

Samedi 14/05 – 9h30 «Sensibilisation à l'ethnopsychiatrie», formation par Philippe Woitchik (+15/05). Organisée par la LEEP Lieu : place Rouppie 29, 1000 Bruxelles. Réservations: 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be

Dimanche 15/05 – 10h00 «L'acte des émotions de l'écriture», formation par Caroline Rivière (+21/05, +22/05). Organisée par la LEEP Lieu : place Rouppie 29, 1000 Bruxelles. Réservations: 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be

Mardi 17/05 – 9h30 Mobiliser et motiver une équipe, formation par Bruno Barbier (+19/05, +19/05). Organisée par la LEEP Lieu : place Rouppie 29, 1000 Bruxelles. Réservations: 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be

dossier L'ENSEIGNEMENT DES SCIENCES SANS DOULEUR

Eduquer n°81 vient de paraître.

Pourquid donc enseigner, partiellement, les sciences au sein de l'école obligatoire? Il est classique d'évoquer une argumentation économique: nos entreprises ont besoin de femmes et d'hommes capables de maîtriser au plus vite les technologies de production. Or, comme celles-ci font appel aux sciences, il faut que ce personnel potentiel soit formé en conséquence. Cette argumentation, tout en n'étant pas fautive, n'est que partielle. Quand on discute avec les entreprises, il s'agit bien de connaissances techniques et pratiques dont elles parlent. Elles ne veulent pas de formation généraliste légère qui les oblige à devoir compléter la formation en entreprise et donc à payer pour cela. Pourtant ni l'enseignement secondaire dit général, ni l'université, à part quelques formations spécifiques, ne forment à cela!

Pour nous contacter :
Ligue de l'Enseignement et de l'Education permanente asbl
Rue de la Fontaine, 2 – 1000 Bruxelles
02/511.25.87 – eduquer@ligue-enseignement.be
www.ligue-enseignement.be



Judi 19/05 – 20h «Le désamour des ossuaires bleus de Bay-monde Provencher», projection du film dans le cadre du «Cré-club des Libertés». Le documentaire sera suivi d'une discussion. Organisé par Bruxelles Laïque Lieu : avenue de Salingrad 18-20, 1000 Bruxelles. Réservations: 02 289 68 00 – bruxelles.laïque@laicite.be

Judi 19/05 – 20h «Honey Milk de Gus Van Sant», ciné-club dans le cadre du «Créma des Résistances». Organisé par la Maison de la Laïcité de Morlanwelz Lieu : salle Robert Joly, place Albert 1^{er} 16a, Morlanwelz. Réservations: 064 44 23 26.

Vendredi 13/05 – 21h «Les copains d'abord», café cabaret avec la chorale de chansons paillardes et d'étudiants. Organisé par la Maison de la Laïcité François Bovesse. Lieu : «Le Miroir», rue Leclercq 5, Namur. Réservations: 081 22 43 63.

Judi 19/05 «Recupérade», film de Julie Lasmann. Soirée Lumière dans le cadre de la campagne «engagement citoyen». Organisé par la Régionale OAL de Namur Lieu : rue de Gembloux 46, Namur. Réservations: 081 73 01 31.

Samedi 21/05 – 14h «Pépétologie», atelier d'écriture par Neil Elliott Besson. Organisé par la LEEP Mors-Borinage-Centre Lieu : galerie Mxomedia, rue de la Grande Triperie 6, Mons. Réservations: 065 31 90 14.

Lundi 23/05 – 9h30 «La boîte à outils de l'assistant(e) relationnel(le)», formation par Xavier Denoit (+24/05). Organisée par la LEEP Lieu : rue de la Fontaine 2, 1000 Bruxelles. Réservations: 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be

Judi 26/05 Comment transmettre l'histoire?, conférence dans le cadre du cycle «Un autre regard sur le monde». Organisée par la CAU Charleroi Lieu : Espace 70, rue du Fort, Charleroi. Réservations: 071 53 91 71 – calabot@cau.be

Judi 26/05 «Comment transmettre l'histoire?», conférence dans le cadre du cycle «Un autre regard sur le monde». Organisée par la Régionale OAL de Charleroi Lieu : rue de France 31, Charleroi. Réservations: 071 53 91 71.

Judi 26/05 – 9h30 «Se sensibiliser à l'écologie active», formation par Sophie Devost (+27/05). Organisée par la LEEP Lieu : place Rouppie 29, 1000 Bruxelles. Réservations: 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be

Vendredi 27/05 – 21h «Les Dégâtés», café cabaret. Un spectacle haut en couleurs par plusieurs membres des Copains d'abord. Organisé par la Maison de la Laïcité François Bovesse. Lieu : «Le Miroir», rue Leclercq 5, Namur. Réservations: 081 22 43 63.

Samedi 28/05 – 8h30 Excursion familiale au Bois du Cazier et à la distillerie de Biercée, en car. Organisée par les Amis de la Jeunesse Laïque de Woluwe-Saint-Pierre Lieu : départ et retour devant la Maison communale, avenue Charles Thielemans 93, 1180 Bruxelles. Inscriptions: 0475 38 03 64.

Samedi 28/05 – 10h «La redécouverte du parc Tournay-Solva», promenade naturaliste et scientifique par François Ormaux. Organisée par la LEEP Lieu : rendez-vous à la grille de l'entrée principale du parc, chaussée de la Hulpe à Watermaal-Bolstort (près du parking de la gare de Bolstort). Réservations: 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be

Samedi 28/05 – 14h «Pépétologie», atelier d'écriture par Neil Elliott Besson. Organisé par la LEEP Mors-Borinage-Centre Lieu : galerie Mxomedia, rue de la Grande Triperie 6, Mons. Réservations: 065 31 90 14.

Lundi 30/05 – 9h30 «La dynamique d'un groupe restreint», formation par Marianne Aluzara-Pero (+31/05). Organisée par la LEEP Lieu : place Rouppie 29, 1000 Bruxelles. Réservations: 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be

Lundi 30/05 – 20h «La vision laïque du bouddhisme», conférence par Baoudoun Dehaene. Organisée par la Maison de la Laïcité du Pays d'Orh Lieu : rue de la Poterne 1, Ath. Réservations: 088 45 64 92.

Vendredi 3/06 – 21h «Mind best par Micolé Dehouw», café cabaret. Organisé par la Maison de la Laïcité François Bovesse. Lieu : «Le Miroir», rue Leclercq 5, Namur. Réservations: 081 22 43 63.

Lundi 6/06 – 9h30 «Gérer les comportements agressifs et augmenter la confiance en soi», formation par Samia Ammar (+7/06, +14/06). Organisée par la LEEP Lieu : rue de la Fontaine 2, 1000 Bruxelles. Réservations: 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be

Soirée-projection/débat organisée par le SCLD

Mercredi 15 juin 2011 à 19h30 au Centre d'Action Laïque

Le nouveau programme triennal 2011–2013

Trois interventions sont prévues: deux par les chargées de projets du SCLD et une par un intervenant extérieur qui traitera, dans un contexte plus large, des problématiques abordées par le SCLD, notamment de la gestion intégrée et durable des territoires ruraux.

Ensuite projection d'un film sur nos actions au Sénégal réalisées par le Centre Laïque de l'Audiovisuel (CLAV).

«Développement d'une coopération»

Reportage – 26 minutes – une coproduction SCLD/CLAV
La soirée-débat sera suivie d'un sympathique cocktail/buffet. Participation aux frais: 10 euros à verser au numéro de compte: 0098351-44 avec pour communication soirée/débat de juin 2011. Adresse du jour: Centre d'Action Laïque Campus de la plaine à IULB, accès 2, avenue Arnaud Fraiteur à 1050 Bruxelles. Parking facile. Contact : 02/217.72.50 ou par email: grazella.barry@sclde.be



Indignez-vous Engagez-vous avec Stéphane Hessel !

A NE PAS MANQUER

MERCREDI
11
MAI 2011
20h00



Tous à Bruxelles...

Conférence - débat

Événement exceptionnel à l'Auditoire Janson (ULB)

entrée gratuite

Stéphane Hessel, dernier rédacteur
de la Déclaration universelle
des Droits de l'Homme, vient à l'ULB.
Il parlera de ses engagements,
de ses luttes, de ses espoirs.

